

La raison de l'examen médical

Lévesque était tanné des rumeurs

◆ C'est parce qu'il était "tanné" d'entendre toutes sortes de rumeurs sur son état de santé que le premier ministre René Lévesque a pris la décision jeudi de se rendre à l'hôpital de l'Enfant-Jésus dans le but de subir un examen général.

par Réjean LACOMBE

Tout en reconnaissant que "ça allait bien", M. Lévesque a admis qu'il se sentait un peu fatigué et que c'est pour cette raison qu'au lendemain du congrès extraordinaire du Parti québécois qui aura lieu samedi, il entendait s'offrir une semaine de vacances au soleil.

Les traits un peu tirés mais visiblement de bonne humeur, M. Lévesque a badiné quelque peu avec les journalistes après avoir assisté à la prestation de serment de la nouvelle ministre déléguée à la Condition féminine, Mme Francine Lalonde.

Se référant à une nouvelle pu-

bliée mardi dans un quotidien qui indiquait que M. Lévesque était atteint d'amnésie globale transitoire, M. Lévesque a pastiché en disant: "Ça va bien. Mais j'ai encore besoin, je crois, après le congrès, d'une semaine d'amnésie globale transitoire... au soleil."

Interrogé sur les raisons qui l'avaient amené à se présenter à l'hôpital, M. Lévesque a expliqué qu'il n'avait pas été soumis à un examen médical général (check up) depuis la guerre de Corée "il y a 40 ans". "Je vous jure, ajoute-t-il ironiquement, que l'on ne m'y reprendra pas pour un autre 40 ans."

A sa pension...

Quant à son avenir politique, M. Lévesque a clairement indiqué qu'il entendait demeurer en fonction. "Un jour, c'est sûr, je vais quitter", dit-il.

Mais du même souffle, il balise sa sortie politique en disant, tout en prenant bien soin de préciser qu'il



Faisant sa première apparition publique depuis qu'il a subi ses examens médicaux, le premier ministre Lévesque avait le teint basané mais les traits un peu tirés.

s'agissait là d'une promesse, qu'il allait attendre le jour où il touchera sa pension de vieillesse. "Je vais attendre, dit-il souriant en coin, au moins l'équivalent d'un de mes éminents prédécesseurs dans



un autre parlement (M. Pierre Elliott Trudeau) d'avoir droit à ma pension de vieillesse. Il me reste encore trois ans."

Quant à son état de santé qui a soulevé une multitude de rumeurs

au cours des dernières semaines, M. Lévesque se contente de rétorquer: "Même en fumant, ça tient le coup."

Rencontre avec Laurin

Quant au congrès péquiste de la fin de semaine, M. Lévesque indique qu'il allait rencontrer aujourd'hui à Montréal, son ancien ministre des Affaires sociales et un des leaders du groupe des orthodoxes, M. Camille Laurin.

Ente-temps, le chef du gouvernement n'entend pas faire quel geste que ce soit en vue d'un rapprochement avec le groupe des orthodoxes. Même attitude au lendemain du congrès de samedi. S'il y a réconciliation entre les modérés et les orthodoxes, M. Lévesque renvoie la balle dans le clan de MM. Camille Laurin et Gilbert Paquette. "Ça dépend d'eux", laisse-t-il tomber.

Toutefois, au cours des derniers jours, M. Lévesque indique qu'il a

rencontré de "bons amis" dont l'ancien député péquiste de Saint-Jean, M. Jérôme Proulx, qui siège maintenant à l'Assemblée nationale à titre de député indépendant. "J'ai aussi souhaité, ajoute-t-il, une bonne année à Mme Louise Harel."

Quant à savoir s'il avait l'intention de rencontrer au cours des prochains jours les autres ministres démissionnaires, Mme Denise Leblanc-Bantey et MM. Jacques Léonard et Gilbert Paquette, M. Lévesque rétorque que rien de tel a été prévu. "C'est évident, dit-il en entrebâillant quelque peu la porte, que s'ils m'appellent, je ne me cacherai pas."

Par ailleurs, lors du congrès de samedi, M. Lévesque a précisé qu'il ne prononcera pas de discours fleuve à l'ouverture comme à la clôture du congrès. Toutefois, il entend bien intervenir dans les discussions en respectant les règles de procédure qui auront été approuvées par les délégués.

Six groupes préconisent de réduire le déficit en coupant les abris fiscaux

◆ OTTAWA (PC) — Au lieu de se concentrer sur les coupures à faire dans ses dépenses, le gouvernement fédéral ferait mieux d'augmenter ses recettes en fermant le robinet des abris fiscaux qui lui coûtent chaque année \$30 milliards.

par Denis LESSARD

Telle est la position adoptée hier par le Groupe de réforme des politiques sociales, formé par une coalition de six organismes nationaux voués au développement social.

En conférence de presse, le porte-parole des groupes ont rendu publique une lettre envoyée récemment au premier ministre Brian Mulroney où ils l'exhortent à reconsidérer les dépenses fiscales du gouvernement lors du prochain budget fédéral.

Ce groupe représente un front commun formé par le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, le Conseil national du bien-être social, l'Association canadienne des travailleurs sociaux, l'Organisation nationale antipauvreté et le Conseil canadien de développement social.

Faisant écho au 21e rapport annuel du Conseil économique du Canada, le groupe fait remarquer que le fardeau fiscal "n'est pas excessif au Canada". Au lieu de constamment se tourner vers des coupures de dépenses, le gouvernement fédéral ferait mieux de chercher à augmenter ses recettes en abolissant les concessions fiscales qu'il fait aux couches élevées de revenus. "Il convient d'étudier de façon attentive le système des dépenses fiscales qui privent le Trésor fédéral d'une somme annuelle supérieure à \$30 milliards en revenus non perçus", affirme la lettre.

"Les nombreuses exemptions et déductions qui se sont insérées dans le système fiscal fournissent des bénéfices excessifs aux Canadiens à re-

venus supérieurs et aux importantes sociétés de façon telle que le principe de progressivité de notre système fiscal est compromis et que certains Canadiens ne versent pas leur juste part d'impôt sur le revenu", affirme la coalition. Selon le groupe, un réexamen des dé-

penses fiscales pourrait accroître les revenus fédéraux tout en permettant une réforme des prestations sociales.

Le groupe promet de conserver une perspective commune dans l'étude qu'il fera des documents de travail que doit déposer le

gouvernement conservateur pour lancer le débat sur les programmes sociaux. Ces "livres verts" devraient être publiés d'ici la fin du mois afin de provoquer les réactions des groupes et des individus sur ces questions et d'apporter des changements dans le budget d'avril.

Toutefois les membres du groupe estiment qu'il est peu probable que le gouvernement puisse respecter un calendrier aussi chargé. "Je pense que cela prendra beaucoup plus de temps pour faire les changements que ce gouvernement ne l'avait d'abord pensé", a lancé



De gauche à droite, Mme Jennifer Stoddart du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, M. Terrance Hunsley du Conseil canadien de développement social, Mme Chaviva Hoscak du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, M. Patrick Johnson de l'Organisation nationale antipauvreté, Mme Yvonne Ramond du Conseil national du bien-être social et Mme Gweneth Gowanlock de l'Association canadienne des travailleurs sociaux.

Mme Chaviva Hoscak, présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme.

Plusieurs jeunes péquistes ne participeront pas au débat

◆ Tout en considérant qu'autant la thèse défendue par les orthodoxes que celle soutenue par les révisionnistes ne peuvent conduire le Québec à son indépendance, le conseiller à l'exécutif national du Parti québécois et représentant des jeunes, Martin Brault, entend s'abstenir "à l'instar de nombreux jeunes du parti", de participer au débat.

par Réjean LACOMBE

Dans un communiqué remis à la presse, hier, Martin Brault soutient qu'une troisième voie existe et qu'elle ne vise pas l'indépendance de l'Etat. Il estime du même coup que cette thèse n'a pas sa

place parmi les révisionnistes ou les orthodoxes pour qui le débat se situe essentiellement à un niveau juridico-politique.

Pour Martin Brault le vrai débat doit porter sur l'indépendance sociale et économique des individus qui, dans son esprit, est un préalable à la souveraineté de la société québécoise.

"Je crois, a précisé M. Brault, que le débat actuel sur l'indépendance de l'Etat est un faux débat et qu'il maintient le Parti québécois dans un cul-de-sac politique depuis l'échec référendaire."

Pour le jeune conseiller à l'exécutif l'indépendance politique est compromise à moyen terme s'il n'y a pas un plus grand souci d'un nouveau partage des richesses, des pouvoirs et des res-

ponsabilités. Selon lui, notre fierté collective est sérieusement entachée par un chômage excessif qui porte directement atteinte à la dignité humaine et par un appareil étatique lourd et peu reluisant.

Il reproche donc aux orthodoxes de vouloir nourrir davantage un Etat qui est devenu au fil des ans excessivement centralisateur, bureaucratique et impersonnel, en faisant de l'indépendance un transfert mécanique de pouvoirs d'Ottawa à Québec.

Aux révisionnistes, il reproche l'absence de volonté politique de proposer les choix de société qui s'imposent. "D'un côté comme de l'autre, a dit M. Brault, le projet indépendantiste demeure en réaction au régime fédéral."

GUILLOT
Service 24h
• ÉLECTRICITÉ
• PLOMBERIE
• CHAUFFAGE
• CLIMATISATION
661-9211

café SUPRÊME
"Un vrai bon café" à la tasse ou au kilo
Service de pause-café pour bureaux
Pâtisseries
Gaëtan Dallaire, propriétaire
(DANS LE MAIL FACE AU TUNNEL)
(418) 529-1741
Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

la Procure de Monsieur Matte INC.
Papeterie et ameublement commercial et scolaire
• Inventaire complet en papeterie pour desservir les bureaux de Place Québec
• Service de poste
• Vente de billets pour le transport en commun
• Le plus grand choix de cartes de souhaits "Hallmark"
Venez nous voir pour nos spéciaux d'après les Fêtes
RABAIS de 50%
5, Place Québec — (418) 522-7349
Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

| | |
|---|--|
| CHOPS SANS OS DE PORC FRAIS 3.43\$ /lb 7.57/kg | POITRINE DE POULET FRAIS 3.76\$ /lb 8.29/kg |
| JAMBON FESSE FUMÉE DE 3 A 16 LB. 2.19\$ /lb 4.82/kg | JAMBON CUIT DANS LA FESSE TRANCHE À MESURE 3.98\$ /lb 8.77/kg |
| ROSBIF SANS OS GENRE FRANÇAIS 8.11\$ /lb 17.89/kg | HAUT-RONDE STEAK SANS OS 6.29\$ /lb 13.87/kg |
| SAUCISSONS TRANCÉS À MESURE À L'AIL SALAMI AU CÉLÉRI SIMILI-POULET | FOIE FRAIS TRANCÉ À MESURE DE PORC DE BOEUF DE VEAU VOLAILLE |
| NOS PRODUITS DE CHARCUTERIE ET DE JAMBONS SONT PRÉPARÉS CHEZ NOUS | COMMANDES TÉLÉPHONIQUES PRÉPARÉES AVANT QUE VOUS VENIEZ LES CHERCHER |

LA BOUCHÈRE
W.E. BÉGIN INC.
500, ST-JEAN : 524-5271
520, DE LA SALLE ET DE LA REINE
AVEC STATIONNEMENT
529-1331

EN BREF

Intérêts de Mulroney

OTTAWA (PC) — Le Bureau de l'état civil a fait savoir, hier, que le premier ministre Brian Mulroney s'est départi de certains intérêts et en a placé d'autres en fidéicommis, afin de se soumettre aux directives du gouvernement relatives aux conflits d'intérêts.

Mais, comme ces directives n'exigent pas que les détails des transactions soient rendus publics, M. Mulroney ne l'a fait en aucun cas.

Le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est plié à la lettre, quant à lui, à l'exigence de déclarer tout cadeau dont la valeur excède \$200.

C'est ainsi qu'il a confessé que "les membres du Ranchmen's Club de Calgary, en Alberta, m'ont donné une boucle de ceinture gravée quand je leur ai adressé la parole, le 19 novembre 1984".

Le ministre de la Défense, M. Robert Coates, reconnaît être un propriétaire terrien très important, possédant 1,173 hectares de terres arables, la plupart en Nouvelle-Ecosse.

En plus de M. Mulroney, 11 ministres ont placé de l'argent en fidéicommis, dont le ministre des Finances, M. Michael Wilson.

Neuf ministres, en plus de M. Mulroney, ont vendu leurs intérêts en partie ou en entier.

Le premier ministre n'a pas cessé de faire partie du conseil d'administration, la plupart du temps à titre honoraire, de so-

ciétés comme La Croix-Rouge, mais à part cela il a démissionné des conseils d'administration.

Clark en URSS

OTTAWA (PC) — Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, se rendra en Union soviétique au cours de la première semaine d'avril pour y discuter de problèmes politiques et économiques.

Dans un communiqué, le secrétariat d'Etat précise que M. Clark se rend en URSS à l'invitation de son homologue, M. Andreï Gromyko. On y précise que M. Clark veut mettre l'accent sur "la grande priorité que le gouvernement Mulroney attache à la cause de la confiance réciproque entre l'Est et l'Ouest à titre de contribution canadienne à la paix et à la sécurité internationale".

Représentant au Mali

BAMAKO (AFP) — M. David MacDonald, coordonnateur de l'aide alimentaire canadienne à l'Afrique, est arrivé mardi soir à Bamako pour une visite de trois jours au Mali.

Il a déclaré que le Canada augmentera de 6,000 tonnes son aide alimentaire à ce pays. Le coordonnateur canadien s'est entretenu hier avec des membres du gouvernement malien et visitera aujourd'hui Gao et Mopti, deux des régions les plus touchées par la sécheresse qui sévit au Mali.

REGARD SUR L'ACTUALITÉ

Les libéraux souhaitent plus d'influence à Francine Lalonde

Avec la nomination de Mme Francine Lalonde au poste de ministre déléguée à la Condition féminine, l'opposition libérale dit espérer qu'elle aura plus d'influence sur le gouvernement que ses prédécesseurs dans le dossier touchant l'égalité entre les hommes et les femmes.

par Réjean LACOMBE

Le porte-parole libéral en matière de justice, le député Herbert Marx, a indiqué, dans un communiqué remis à la presse, que dans plusieurs secteurs les femmes ne sont pas encore sur un pied d'égalité avec les hommes.

"Cette discrimination contre les femmes, a dit le critique libéral, s'exerce encore notamment dans les régimes de retraite ou de rentes, dans les régimes d'assurance-vie et dans plusieurs régimes d'avantages sociaux."

A titre d'exemple, M. Marx souligne que les primes d'assurance-retraite exigées par les compagnies d'assurance sont plus élevées pour les femmes sous prétexte qu'elles vivent en moyenne plus longtemps que les hommes.

S'en prenant plus particulièrement au ministre de la Justice, M. Pierre-Marc Johnson, le député de D'Arcy-McGee rappelle que le ministre Johnson n'a jamais déposé le règlement en vertu de la charte québécoise des droits et libertés, qui viserait à corriger cette situation.

"De plus, ajoute M. Marx, le ministre Johnson n'a jamais déposé le règlement prévu par la modification de la charte québécoise en 1982, visant des programmes d'accès à l'égalité pour les

femmes. Dans ce dossier comme dans bien d'autres, le ministre Johnson traîne de la patte d'un mois à l'autre, d'une saison à l'autre, sans rien faire."

Mulroney trouve la prétention de Turner ridicule

LAC MEECH, Québec (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a qualifié de "ridicule", hier, la prétention du leader libéral John Turner que le gouvernement conservateur ne fait rien.

Sortant d'une réunion de son cabinet restreint, M. Mulroney a déclaré aux journalistes: "Je crois que même M. Turner va admettre que l'accusation est ridicule, même selon les normes des libéraux."

Le premier ministre a alors mentionné les changements dans l'économie qui se sont produits depuis la prise de pouvoir des conservateurs, dont la création d'emplois, la réduction du taux de chômage, la baisse des taux d'intérêt et une diminution du chômage chez les jeunes.

"Ce n'est pas parfait, a commenté M. Mulroney, mais nous avons hérité d'un fouillis épouvantable des libéraux, des gens de M. Turner. Nous faisons tout notre possible pour la remettre sur pied, ce qui va prendre un certain temps."

M. Turner

M. Turner avait fait ses remarques, au début de la semaine, à l'occasion d'une réunion de députés et de sénateurs libéraux à Montebello. Selon M. Turner, les conservateurs n'ont présenté qu'une seule loi originale depuis la prise du pouvoir: enlever des pouvoirs à FIRA (l'agence de surveillance des investissements étrangers) et changer son nom en celui d'Investissement Canada.



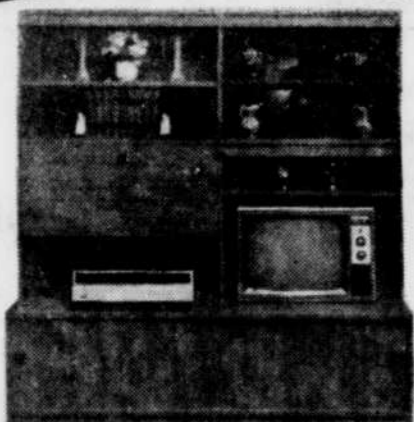
Le premier ministre Mulroney à son arrivée au lac Meech, hier.

Vente de janvier A DES PRIX "RIDICULEMENT BAS"

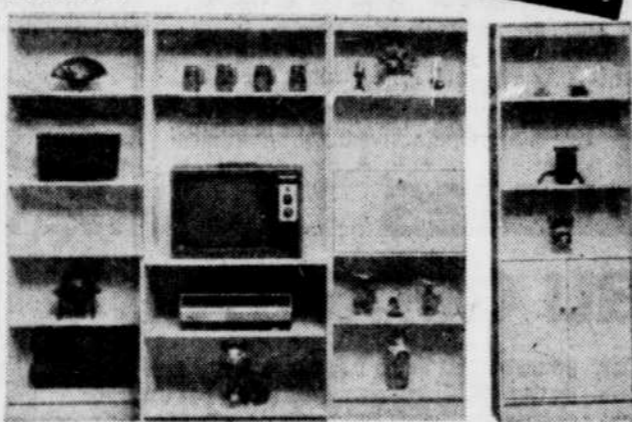
PRENEZ AVANTAGE DE NOTRE PLAN MISE DE COTE sans frais jusqu'à la fin juillet 1985.

JUSQU'A 50% DE REDUCTION SUR NOS BAS PRIX REGULIERS

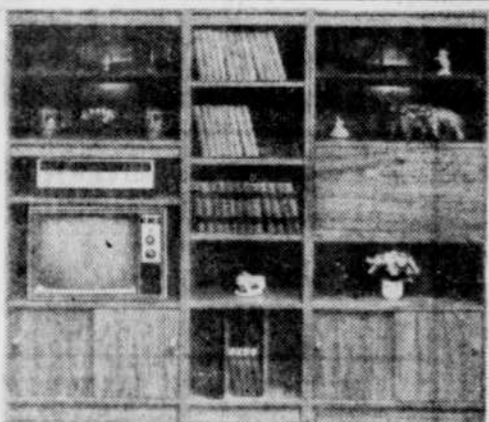
15 JOURS SEULEMENT DU 17 JANVIER AU 2 FEVRIER



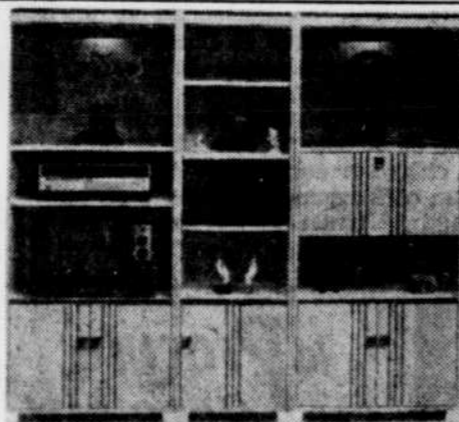
UNITE MURALE 2 PIECES Fini noyer **299\$**
incluant: portes en verre fumé, lumière intérieure. 20" de profondeur pour télévision couleur et bar. 64" de largeur x 20" de profondeur x 67" de hauteur.



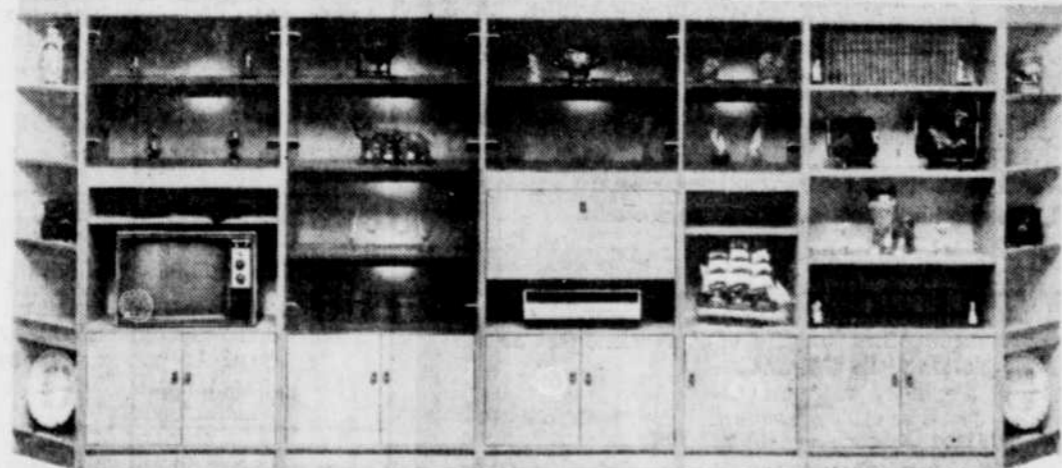
UNITE MURALE 3 PIECES Rég. 325\$ Rabais 33% **249\$**
incluant: tablette ajustable, section pour bar, 18" de profondeur pour télévision couleur, vidéo et stéréo. 82" x 9 / 18" x 68" h. DISPONIBLE EN FINI NOYER OU BLANC. Pour les 25 premiers clients.



UNITE MURALE 3 PIECES Fini noyer seulement **349\$**
incluant: compartiment pour bar, TV et stéréo, portes en verre fumé, éclairage intérieur. 78" x 15" x 68" hauteur. Séparateur à disques non inclus.



UNITE MURALE 3 PIECES PRIX SPECIAL **599\$**
Rég. 660\$ - Réduction: 61\$
incluant: portes vitrées avec charnières de laiton, compartiment pour TV, stéréo et bar, 78" x 15" x 72". Fini amande.



no 9009 15" x 15" x 77" **139\$** no 5300 32" x 15" x 77" **260\$** no 5301 32" x 15" x 77" **315\$** no 5302 32" x 15" x 77" **290\$** no 5303 20" x 15" x 77" **200\$** no 5309 32" x 15" x 77" **195\$** no 9009 15" x 15" x 77" **139\$**
3 PIECES AVEC PORTES VITREES ET ECLAIRAGE 735\$ (Disponible en 3 finis: pacane, chêne clair et amande.)

LES BIBLIOTHÈQUES HÉBERT

VENEZ VISITER NOTRE SALLE D'EXPOSITION

Spécialiste en éléments muraux
2525, boul. Hamel, loc. 110, Québec - 871-4010
Centre d'affaires Hamel, entre Henri IV et du Vallon

Heures d'ouverture:
du. 9h30 à 17h30; mar. 9h30 à 17h30; mer. 9h30 à 17h30; jeu. 9h30 à 17h30; ven. 9h30 à 17h30; sam. 9h30 à 17h30.

POUR CHEMISE

Pour un temps limité, le prix de toutes les chemises est à **19,95\$**

20% à 50%

de rabais sur cravates et chandails

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

PLACE QUEBEC
75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

NETTOYEURS de la CAPITALE Itée
PLACE QUEBEC

NETTOYAGE / LAVAGE / COUTURE

6 JOURS PAR SEMAINE

Déposé avant 10h — Remis après 16h30

Cordonnerie sur place

Spécialité: notre atelier cuir-suède

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

PLACE QUEBEC
75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

Direction du parti offerte à André Asselin

(PC) — Le Parti progressiste conservateur du Québec — PPCQ — a demandé hier après-midi à M. André Asselin, président de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec et maire de Sainte-Émille-de-l'Énergie, d'accepter le leadership du parti.

Le PPCQ a donné jusqu'au 31 janvier à M. Asselin pour prendre sa décision, a révélé hier au cours d'une conférence de presse M. Denis Carignan, de Repentigny, chef du parti. Mais M. Gaétan Mathieu, de Québec, a affirmé qu'il avait confiance que M. Asselin accepterait et que sa décision serait annoncée au cours des prochains jours.

M. Carignan a expliqué que le PPCQ a été accrédité par le directeur général des élections le 20 octobre 1982, qu'il possède des bases dans 39 circonscriptions et qu'il compte présentement une centaine de membres. Il a ajouté qu'il était devenu chef intérimaire du parti en novembre 1984, à la suite d'une décision du comité directeur.

M. Mathieu, le président du comité André-Asselin, a admis aux journalistes que les membres de son comité n'étaient pas des membres du PPCQ mais qu'ils s'empresseraient d'acheter leur carte du parti si M. Asselin acceptait d'en prendre la direction.

Un journaliste a demandé à M. Mathieu si le groupe Asselin, qui se présentait comme la troisième voie, pouvait en réalité être une couverture permettant ultérieurement à M. Pierre-Marc Johnson de prendre la direction de cette troisième force.

"Nous ne faisons nullement le jeu de personne et nous serions très déçus que l'histoire change l'orientation que nous voulons donner au mouvement actuel", a répondu M. Mathieu.

DOSSIERS

L'apprentissage de la langue maternelle à l'école Un constat de piètre qualité

Depuis quelques jours, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tient des séances d'information sur un vieux contentieux qui oppose la société Alcan aux propriétaires riverains du lac Saint-Jean: le niveau des eaux du lac, responsable d'une érosion importante des berges, d'embarras à la navigation et de la destruction d'habitats fauniques. Raymond Gagné, qui a suivi le début des audiences, explique l'origine et l'ampleur du problème.

♦ (...) On reconnaît universellement que l'apprentissage de la langue maternelle est indispensable à une formation fondamentale de qualité. La langue maternelle est en effet un instrument majeur de connaissance, de pensée et de culture.

par le Conseil supérieur de l'éducation

La maîtrise de la langue maternelle rend possible la maîtrise des connaissances dans tous les domaines qui débordent largement l'expérience scolaire encadrée dans des grilles-matières. Par l'apprentissage de l'expression orale, de la lecture et de l'écriture, les enfants, les adolescents et les adultes développent leurs capacités de discuter, d'argumenter, d'analyser, de comprendre, de planifier, d'imaginer, de créer. La langue maternelle est la première matrice de la culture: elle initie chacun aux richesses de son patrimoine, l'enracine dans une histoire, une collectivité, un peuple, une société. Cette importance primordiale de la langue maternelle oblige à vérifier son état de santé actuel dans l'institution scolaire. Par la suite, il faut voir quel peut être l'apport des nouveaux programmes de langue maternelle, avant de suggérer des voies d'amélioration possibles pour ce qui a trait à la formation fondamentale.

Cri d'alarme

On ne saurait minimiser la profondeur et l'étendue de la crise qui affecte l'apprentissage de la langue maternelle à l'heure actuelle.

Que l'on examine la langue maternelle anglaise ou le français,

la langue maternelle, le phénomène est partout le même: désaffection à l'égard de l'écrit; difficultés qui vont de l'incapacité d'orthographe jusqu'à celle de structurer correctement une phrase; désaffection à l'égard de la lecture; incapacité de lire et de comprendre un texte.

Ces problèmes, constatés en France, aux États-Unis et ailleurs, n'épargnent pas les écoles du Québec.

Le cri d'alarme est d'abord lancé, haut et fort, par les instances supérieures du système scolaire, le collège et l'université. Même les étudiants d'université s'inquiètent des trous qu'ils constatent dans leur propre formation. Mais ils ne voudraient pas être pénalisés individuellement, alors qu'ils sont d'habitude diplômés, à cause de ce qu'ils jugent comme des faiblesses du système. Les mesures de rattrapage en langue maternelle auxquelles on les soumet, tout comme les collègues d'ailleurs, n'ont pas encore donné de preuves satisfaisantes d'efficacité.

S'il y eut jamais unanimité dans le système d'éducation, l'ampleur de la réprobation à l'égard de la piètre qualité de la langue maternelle en serait aujourd'hui l'expression morose. Les exemples abondent: les critiques, nombreuses et sévères, sont reprises par tous les intervenants: administrateurs, enseignants, parents, étudiants.

À l'université, la pauvreté de la langue maternelle entraînerait des difficultés dans l'articulation de la pensée des étudiants. Au collège, les résultats aux tests d'évaluation du français écrit révèlent de faibles performances. Des étudiants qui terminent un cours technique



Selon le Conseil supérieur de l'éducation, on peut parler d'une réelle faille dans la formation fondamentale lorsqu'on constate que la langue maternelle est loin d'être suffisamment maîtrisée à l'école secondaire.

poussé au collégial sont parfois incapables de rédiger un rapport écrit en mots, en phrases et en paragraphes. Pour ce qui est de la lecture, on va jusqu'à affirmer que beaucoup n'ont jamais lu un livre en entier et que certains sont même incapables de lire (c'est-à-dire de comprendre) un plan de cours.

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant d'entendre les étudiants eux-mêmes affirmer qu'ils profiteraient beaucoup mieux de leurs études en littérature, en théâtre et dans d'autres disciplines s'ils avaient une meilleure maîtrise de leur langue maternelle. Il n'est pas étonnant non plus d'entendre les professeurs de littérature et de français souligner avec force qu'un redressement dans l'apprentissage de la langue maternelle ne pourra venir d'eux seuls; tous les professeurs des autres matières devront s'employer activement à corriger la situation présente.

Cette situation, prévalant au

collège et à l'université, est rappelée en raison des explications apportées par les interlocuteurs du conseil: les difficultés en langue maternelle, constatées dans l'enseignement collégial et dans l'enseignement universitaire, seraient dues à des carences de la formation au primaire et au secondaire.

Primaire et secondaire

Lorsqu'on entend les éducateurs du primaire et du secondaire, les affirmations sur l'état de l'apprentissage de la langue maternelle sont moins nettes. On admet qu'au primaire, des difficultés en lecture persistent au deuxième cycle. Des coups de sonde, sous forme d'enquêtes locales, font encore apparaître des difficultés en écriture à la fin du primaire, notamment en orthographe, et ce malgré les nouveaux programmes.

À l'université, les remèdes qu'on entrevoit pour corriger la situation en disent long sur l'état précaire de la langue maternelle. On peut parler d'une réelle faille dans la formation fondamentale lorsqu'on constate que la langue maternelle est loin d'être suffisamment maîtrisée à l'école secondaire. Des données quantitatives confirment les problèmes soulignés par les interlocuteurs du conseil, en écriture. En grammaire, les cas qui relèvent des règles les plus simples et les plus élémentaires, comme l'accord du nom par exemple, causent le plus de difficultés aux élèves. En orthographe, les lexèmes et le radical des verbes regroupent le plus haut pourcentage des erreurs, ce qui dénote tout au moins un manque de connaissance de l'étymologie. L'étude relève aussi des erreurs de syntaxe, en moins grand nombre. Pour ce qui a trait à la sémantique, l'impropriété des termes est de loin la faute la plus souvent commise.

Les données et les témoignages sur l'apprentissage de la langue maternelle au primaire et au secondaire doivent néanmoins être considérés avec une certaine prudence, car ils décrivent une période de transition ou un état de la langue qui date. Dans leurs interventions, les personnes entendues par le conseil s'empressent d'ajouter que les nouveaux programmes de langue maternelle peuvent constituer un important redressement de la situation qui a prévalu jusqu'à maintenant. Pour ce qui concerne les données statistiques sur la qualité du français écrit au secondaire, on doit admettre qu'elles portent sur une situation qui remonte à quelques années. Bien sûr, les phénomènes de la langue ne se modifient pas rapidement; il reste qu'un corpus d'écrit d'élèves constitué il y a plusieurs années renseigne davantage sur l'époque des programmes cadres que sur la situation actuelle.

Niveau des eaux du lac Saint-Jean

Un vieux problème qui refait surface

Dans son dernier rapport annuel, le Conseil supérieur de l'éducation déplore, entre autres, la piètre qualité de la langue maternelle, écrite ou parlée, à tous les niveaux, même universitaire. Les méthodes d'apprentissage de la langue maternelle aux niveaux primaire et secondaire en sont en grande partie responsables, de l'avis du conseil. Voici un extrait de ce rapport.

♦ La gestion du niveau des eaux du lac Saint-Jean à des fins de production d'électricité est une source de discorde entre la population de la région et la société Alcan depuis maintenant 60 ans.



par Raymond GAGNÉ

La multinationale de l'aluminium a hérité, en 1926, d'énormes privilèges découlant d'une entente intervenue en 1922 entre Québec Development Inc. et le gouvernement du Québec. Ce dernier cédait alors à l'entreprise signataire la gestion des eaux du lac Saint-Jean, lui accordait le droit de hausser le niveau à 17,5 pieds à partir du "0" de l'échelle de référence de Roberval et renonçait à tout dommage causé aux terres publiques par l'exercice de ce droit.

L'entente imposait également à la responsable de la gestion l'obligation d'acquiescer à gré ou autrement les rives ou parties de rives susceptibles d'être affectées et d'obtenir, quand il y aurait lieu, les servitudes de baignade (immersion) lui permettant d'éviter quelques recours que ce soit de la part des détenteurs de droits de propriété privée.

Alcan est devenue depuis lors et grâce à cette entente, ou propriétaire ou détentrice de servitudes sur la presque totalité des berges du lac Saint-Jean.

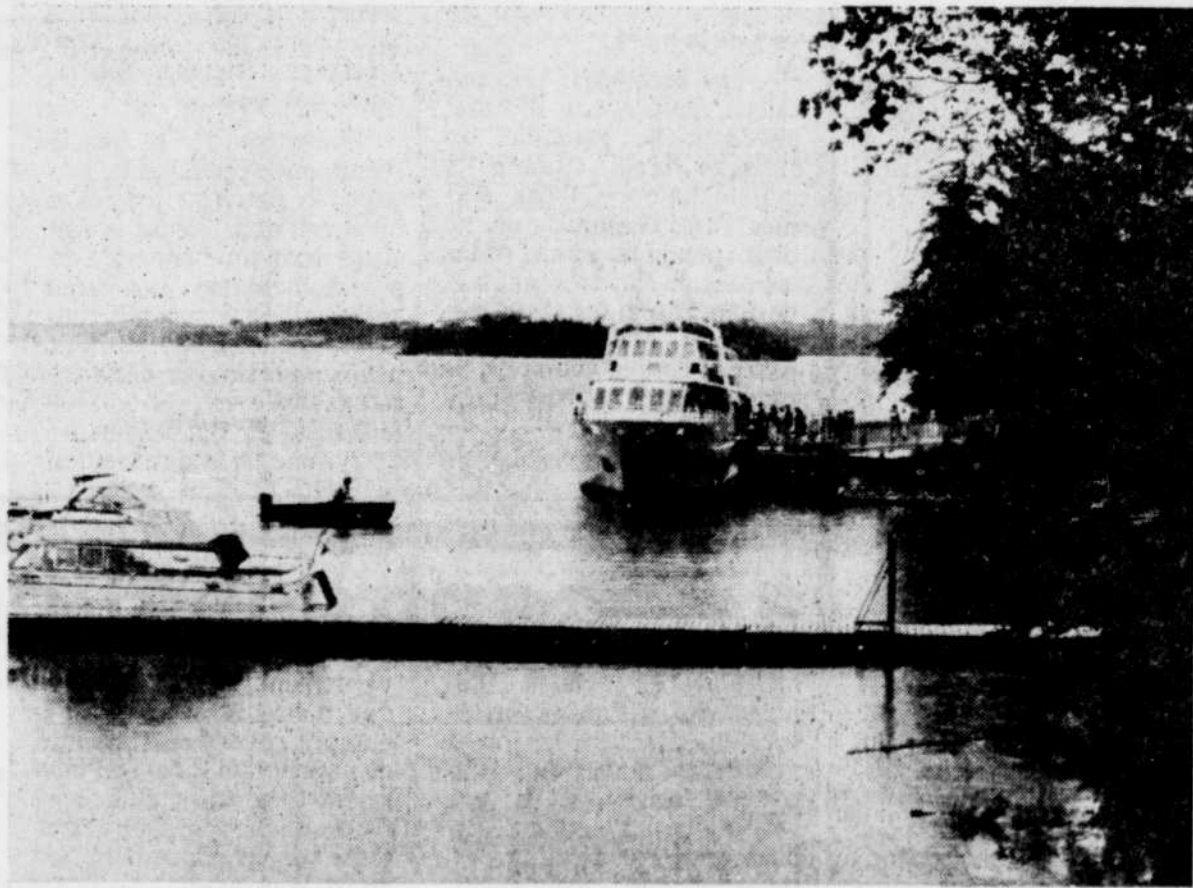
Des problèmes

Le niveau de gestion de 17,5 pieds utilisé en vertu de l'entente de 1922 par Alcan a été source de nombreux et sérieux problèmes. Érosion dramatique des berges et des plages du lac, effets négatifs sur le développement des secteurs socio-récréatif et touristique, destruction d'habitats fauniques, détérioration de la qualité de l'eau, embarras à la navigation et à l'utilisation de certains équipements privés et publics, dénudation graduelle des rives, spoliation légale du droit de propriété chez un grand nombre d'individus et globalement, source de mécontentement grandissant parmi la population.

Les Jeannois reprochent même à l'Alcan d'utiliser l'électricité produite au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour alimenter ses usines de Beauharnois et Shawinigan. Puisqu'ils font les frais de l'érosion, cette énergie devrait, soutiennent-ils, servir exclusivement au développement de leur région.

Donc, un milieu et un climat qui se détérioraient au point où Alcan a senti, en 1980-1981, la nécessité de réagir, sans qu'elle soit, il faut le dire, légalement tenue de le faire.

De là la décision, à cette époque, de mettre en oeuvre un projet de stabilisation des rives qu'il a fallu soumettre à la procédure d'analyse des impacts environnementaux. Ce qui a conduit à la réalisation d'une étude d'impact (2500 pages, 3 tomes, 19 annexes) et à l'audience publique actuellement en cours à Alma.



L'érosion des berges et des plages du lac Saint-Jean ainsi que les effets négatifs sur le développement des secteurs socio-récréatif et touristique alimentent depuis des dizaines d'années la discorde entre la population de la région et la société Alcan.

Des questions

Les trois premières journées de cette audience, dont la partie informative doit se terminer ce soir, n'ont pas permis de savoir pourquoi la société Alcan tenait mordicus à continuer d'utiliser, au moins en période de crue, un niveau de gestion de 17,5 pieds.

Plusieurs intervenants ont déploré la difficulté qu'ils rencontraient à pouvoir interpréter correctement la proposition du promoteur.

La présidente de la commission d'enquête instituée pour l'occasion par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, Mme Louise Roy, s'est elle-même interrogée publiquement sur la nature même de la proposition d'Al-

can. "Sur quoi travaille-t-on exactement?" s'est, à un moment donné, interrogée Mme Roy. "C'est quoi, la gestion réelle d'Alcan?" a-t-elle à un autre moment demandé. "Nous aussi, on sent un malaise", avouait-elle alors qu'elle parlait de l'état d'esprit que le projet tel que présenté créait chez la commission de quatre membres.

En quoi, s'est-on interrogé, le niveau de gestion du lac Saint-Jean déterminé par l'Alcan viendrait-il servir les intérêts de la population et jusqu'à quel point y contribuerait-il?

M. Jean-Louis Lemieux, directeur de l'Énergie électrique à l'Alcan, a, il est vrai, indirectement levé une partie du voile, dimanche. La multinationale, a-t-il admis, ne vise pas tant à déterminer un ni-

veau des eaux du lac Saint-Jean qu'à produire le maximum d'électricité possible.

Le niveau de gestion

Il en aura coûté, avance-t-on, près de \$2,5 millions à l'Alcan pour produire l'étude d'impact relative au projet de stabilisation des berges. L'Alcan la qualifie de "très précieuse" sans pour autant en accepter la conclusion la plus fondamentale, soit celle d'adopter un mode annuel de gestion basé sur un niveau non pas de 17,5 pieds mais de 16,5 pieds.

Alcan dit non. Pas de 16,5 pieds mais 17,5 pieds en période de crue et 16,5 pieds à partir du 1er juillet de chaque année.

"Il faut faire le pont entre ce que les gens ont dit (préférence pour un niveau relativement élevé) explique l'Alcan, et ce que nous donnent les ordinateurs. Il faut mettre de côté les modes de gestion théoriques préconisés par les ordinateurs et nous ranger du côté de la gestion en situation réelle."

Alcan a d'ailleurs "testé" le mode de gestion à des niveaux de 17,5 et de 16,5 pieds en 1983 et 1984 et le dit "très populaire et très satisfaisant pour les citoyens intéressés."

Classement

Selon l'étude d'impact, les scénarios de gestion avec niveau de 16,5 pieds et de 17,5 et 16,5 pieds influencent pratiquement au même degré le phénomène de l'érosion. Celle-ci sera toujours présente même si son importance est diminuée.

Par contre, le scénario choisi par Alcan s'inscrit au troisième rang en ce qui a trait à ses effets sur le secteur socio-récréatif et au deuxième rang dans le secteur économique.

L'évaluation théorique du scénario d'Alcan est donc négative. La compagnie ne s'en formalise pas. Elle le considère comme un compromis important puisqu'il doit, dit-elle, entraîner une perte de génération d'électricité. De quel ordre exactement et par rapport à quoi? Au potentiel du bassin hydrographique ou à la production réelle actuelle?

Le scénario d'Alcan est aussi plus coûteux que celui proposé dans l'étude d'impact.

En apparence, donc, l'Alcan consentirait à retirer moins de l'entente de 1922 et à payer davantage. Une philanthropie qui rend les Jeannois perplexes.

Serait-ce qu'en se disant disposée à y mettre un certain prix, l'Alcan compterait pouvoir à la fois réhabiliter son image auprès de la population jeannoise et sauver l'essentiel de l'entente de 1922? L'audience publique permettra sans doute de le savoir.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
JACQUES-G. FRANCOEUR
Redacteur en chef et Éditeur adjoint:
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général:
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information:
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition:
JACQUES DUMAIS

Les rentes: un précieux patrimoine

Toute déclaration relative à une éventuelle et nécessaire hausse des cotisations aux régimes des rentes du Canada et du Québec n'est pas sans causer une certaine alarme dans la population. Pointe en effet la menace que ces "caisses de prévoyance" ne deviennent un bon jour à sec et que cette rente anticipée par les travailleurs et leurs personnes à charge ne fonde comme neige au printemps. Du côté du patronat en particulier, la perspective d'un alourdissement des charges sociales à la suite d'une hausse des cotisations n'est pas non plus sans inquiéter.

En début de semaine, le ministre fédéral des Finances, M. Michael Wilson et ses dix homologues provinciaux, réunis dans la métropole, convenaient d'une inévitable augmentation du taux de cotisation, fixé depuis le début du régime, en 1966, à 3,8 pour 100, partagé à part égale entre l'employeur et le travailleur.

L'érosion de ces fonds collectifs et publics de retraite est une éventualité, bien que pour le moment, ni le régime canadien, ni celui du Québec ne sont sur le bord de la faillite. L'échéance d'un redressement ne peut cependant être retardé indéfiniment à moins de vouloir durablement hypothéquer la prochaine génération.

La dernière analyse actuarielle du Régime des rentes du Québec, en date de décembre 1982, fournit un éclairage intéressant à cet égard. Et le même constat s'applique en ce qui concerne le régime canadien.

Celle-ci prévoit qu'avec le même taux de cotisation, les fonds accumulés depuis le début du régime — plus de 9,6 milliards en mars 1984 — s'épuiseront graduellement pour combler l'écart entre les sorties de fonds et les cotisations. De 1991 à l'an 2000, la réserve en sa totalité aura été puisée pour combler cet écart.

Il ne fait aucun doute qu'un coup de barre s'impose. Il est douteux que les négociations fédérales-provinciales à cet égard aboutissent cette année, la perspective d'une élection générale en Ontario et au Québec rendant cette manoeuvre délicate dans un contexte électoral.

Une augmentation du taux de base, surtout au Québec, ne tient pas qu'à un partage plus équitable du financement du régime d'une génération à l'autre ou à la recherche d'un "pacte raisonnable" entre les générations.

Sous l'administration Pearson, à Ottawa, le gouvernement Lesage, aux termes de laborieuses et tumultueuses négociations, pouvait se permettre d'offrir au Québécois son propre régime de retraite, soit l'actuelle Régie des rentes. Ce faisant, outre une protection financière de base pour les travailleurs en fin de carrière, le gouvernement se dotait d'un puissant levier de développement économique qu'il pouvait manier à sa guise. La caisse de dépôt et de placement, qui gère le fonds de réserve du régime, devenait au fil des ans un "bas de laine" purement québécois, au point de devenir le plus important détenteur de portefeuilles au Canada. A telle enseigne que le gouvernement fédéral, sous la pression de milieux d'affaires d'autres provinces, a tenté, par le projet de loi S-31, demeuré sans lendemain, de freiner ses velléités d'emprise accrues sur le cas, notamment de sociétés de transport canadiennes. Aux yeux de certains, le capital québécois devenait trop envahissant.

Un régime de rentes autonome et son corollaire, la caisse de dépôt et de placement, constituent les plus beaux fleurons de la longue lutte québécoise pour son affirmation collective, avec sans aucun doute la nationalisation de l'électricité à peu près aux mêmes heures de ce "maître chez nous".

C'est aussi cet acquis inestimable qu'il s'agit de préserver.



par
Roger
BELLEFEUILLE



MONTEBELLO

LE MONDE VU D'ICI

Un Brésil à demi libre



par
Raymond
GIROUX

Un écrivain latino-américain affirmait en 1983, à propos du Nicaragua, que "un peuple sans élections libres est un peuple sans voix, sans yeux et sans bras". Le Brésil, coeur du sous-continent avec ses 134 millions d'habitants, dixième pays en importance au monde par son produit intérieur brut, revêt lentement à la démocratie.

L'élection indirecte de M. Tancredo Neves à la présidence du pays, le premier civil à occuper cette fonction après 21 ans de dictature militaire, constitue un pas intéressant que seule une mauvaise foi bien ancrée permettrait de dénigrer et de rejeter du revers de la main.

Les Brésiliens, eux, auraient préféré une élection présidentielle générale, au suffrage direct, comme les manifestations de l'an dernier l'ont démontré on ne peut plus clairement dans les rues de Rio de Janeiro et de Sao Paulo, les deux mégapoles où richesse indécrite et pauvreté la plus abjecte se côtoient à chaque jour.

Mais les militaires en

avaient décidé autrement, avant de se retirer dans leurs casernes. Soucieux de protéger leurs arrières et d'éviter d'affronter un jour la justice civile comme c'est le cas pour leurs confrères argentins, leur démocratie s'était arrêtée à l'élection directe des députés et des gouverneurs des états.

La poussée populaire l'a cependant emporté, dans un premier temps, sur leur volonté de contrôler le choix du premier président civil, et les grands électeurs ont laissé choir le préféré des militaires, le député Paulo Maluf, surtout réputé pour... sa mauvaise réputation et son absence d'intégrité.

Aussitôt élu, M. Neves a repris sa promesse d'amorcer le processus d'élections présidentielles au suffrage universel et de réorganiser l'état brésilien sur de nouvelles bases. Un geste symbolique, à court terme, serait d'organiser un plébiscite pour demander à la population de contraindre officiellement le choix des députés.

En même temps que la renaissance politique de son pays, le nouveau président du Brésil doit relever le défi d'une économie endettée au plus haut niveau. Les ruées vers l'or de l'Amazonie, toujours réelles, ne suffisent pas à amortir une dette internationale de près de \$100 milliards, et qui augmente au rythme de la dévaluation

de la monnaie nationale. Chômage fort élevé, absence d'aide sociale publique, hausse de la criminalité récente de 40 pour 100 dans les grandes villes, la société brésilienne véhicule bien des ferments de révolte.

Un taux d'inflation de 223 pour 100, une entente sur la limitation "volontaire" de ses exportations d'acier aux Etats-Unis, se trouvent à peine compensés par une politique de vente d'armes à plus de 30 pays sans tenir compte de leur allégeance politique ou idéologique, par la baisse du prix international du pétrole et celle des taux d'intérêts.

Coincé entre une difficile négociation à propos de la dette internationale et l'ombre d'une armée prête à reprendre du service politique au moindre signe de déviation trop à gauche, M. Neves devra néanmoins trouver une façon de nourrir adéquatement les 86 millions de Brésiliens qui ne disposent toujours pas de la ration minimale recommandée par les Nations-Unies.

Neuf pays latino-américains revivent à la démocratie depuis 5 ans. Le retour progressif du Brésil au giron de la liberté aura comme effet positif d'accroître la pression sur les dictatures toujours bien en place au Chili, au Paraguay et au Surinam, notamment, pour ne parler que de ses proches voisins.

BLOC-NOTES

Francine Lalonde, ministre

La nomination de Mme Francine Lalonde au poste de ministre déléguée à la Condition féminine dans le cabinet Lévesque continue d'étonner sinon de détonner. Même si la rumeur à ce sujet couvait depuis plusieurs semaines et même si Mme Lalonde a tenté de s'expliquer au cours d'une conférence de presse et de courtes entrevues, mardi, les motifs et les motivations entourant sa décision manquent de clarté.

Non pas que cette nomination soit mauvaise en soi. Au contraire, pour qui a vu cheminer Mme Lalonde depuis 15 ans et particulièrement depuis les deux dernières années, elle apparaît plutôt séduisante.

Mais la personnalité même de Mme Lalonde, les circonstances de crise entourant cette nomination et les prises de position du premier ministre Lévesque depuis quelque temps, ne peuvent empêcher les questions.

Rien dans la "ligne de carrière" de Mme Lalonde ne la conduisait vers ce poste politique, peu de choses jusqu'ici pouvaient l'identifier précisément aux dossiers des femmes. Et un parti politique en crise, un gouvernement en perte accélérée de vitesse à quelques mois d'une élection, n'ont rien de très attirant.

Les seuls éléments que nous possédons présentement pour expliquer cette décision de Mme Lalonde sont sa préoccupation croissante face à l'emploi et sa volonté d'insuffler son engagement social-démocrate à un parti qui loge de plus en plus vers la droite.

Le "virage" dans la carrière de Mme Lalonde s'est produit en avril 1983 avec sa prise de position ferme en faveur d'une transformation majeure du mouvement syndical ayant l'emploi comme objectif prioritaire. Quelques semaines plus tard, elle était congédiée de son poste de coordonnatrice des fédérations du secteur privé à la CSN.

Il est évident que la question de l'emploi et autres sujets connexes comme les garderies, le travail à mi-temps, le travail à temps partagé, sont des points majeurs dans le dossier de la condition féminine. Un emploi représentera toujours pour la femme le premier pas vers la sécurité économique et une plus grande autonomie.

Mme Lalonde peut apporter un regard neuf à ces dossiers et son expérience ne peut que donner un souffle nouveau aux manifestations qui marqueront en mai la fin de la Décennie de la femme.

Vincent CLICHE

POINT DE VUE

Qui profitera de la décentralisation...?

par Claude BARITEAU

Récemment, certains commentateurs ont loué les vertus futures d'une décentralisation des pouvoirs au Québec car, à leurs yeux, elle assurerait l'éclosion de dynamismes qui, sous l'effet centralisateur de la Révolution tranquille, auraient été neutralisés.

Du même souffle, ils ont considéré que la réforme du ministre Clair dans les négociations du secteur public comme l'approche du commissaire Beaudry en matière de relations de travail annonçait un retour de balancier générateur d'un équilibre nouveau susceptible de rendre plus humaine la gestion des services et de faciliter la participation dans les entreprises.

Au Québec, cette idée de décentralisation, inspirée en grande partie par l'auteur de *Small is beautiful*, séduit

donc de plus en plus. Elle est même devenue une sorte de solution magique à plusieurs problèmes qui nous assaillent.

Un tel engouement pour ce genre d'approche est toutefois un phénomène constant dans les contextes de crise économique. Le repli est alors perçu comme une valeur des plus sûres et, dans la plupart des pays qui ne contrôlent pas ce qui se déroule à l'échelle internationale, c'est parfois la seule voie imaginée par les détenteurs du pouvoir. A cet égard, le Québec ne saurait faire bande à part.

Un processus de décentralisation, cependant, ne se déploie pas dans l'abstrait. Partout où il a cours, il se lie aux forces en présence et en accentue parfois les pouvoirs.

Comme, au Québec, la résurgence de cette idée va de pair avec des projets qui re-

mettent en cause l'universalité des programmes sociaux, attaquent les forces syndicales, valorisent l'entreprise privée et la privatisation des services publics, etc., l'on peut se permettre de penser que sa mise en application viendra consolider le pouvoir d'une bourgeoisie québécoise, maintenant existante, et de ses alliés fraîchement créés.

Depuis plusieurs années, des efforts importants ont été consacrés, sans trop de publicité, à la constitution d'une bourgeoisie québécoise. L'ex-ministre Jacques Parizeau en a été la cheville ouvrière et, en 1983, devant des anglophones canadiens, il ne cachait pas sa joie de pouvoir affirmer que cette bourgeoisie québécoise avait maintenant pignon sur rue.

Alors que la crise économique réduisait la marge de manoeuvre du gou-

vernement du Québec et que plusieurs entreprises, y compris celles appartenant à des sociétés d'Etat, connaissaient des difficultés normales de parcours, une stratégie de renflouement de cette bourgeoisie issue du terroir fut mise de l'avant à même les économies réalisées par des lois spéciales qui ont légitimé une ponction importante prise sur les salaires des employé(e)s de la fonction publique.

Cette ponction n'a pas servi à renflouer le contrôle collectif des travailleurs et travailleuses sur l'économie québécoise. Bien au contraire. L'entreprise privée québécoise fut choyée et ses actionnaires retrouvèrent dans l'Etat leur ange-gardien préféré.

Qui plus est, à même des exemptions d'impôt, ces forces augmentent de façon substantielle grâce au régime d'épargne action dont on

vante encore les hauts taux de rendement causés tout simplement par des mécanismes de déduction d'impôt.

Ces nouveaux actionnaires sont en grande partie des membres de la nouvelle petite bourgeoisie qui, auparavant, tiraient avantage des retombées des luttes syndicales dans les secteurs public et privé. Aujourd'hui, détenteurs d'actions acquises sans douleur de compagnies bien de "chez nous", ils sont devenus les nouveaux alliés de la bourgeoisie québécoise et assurent à cette dernière un ancrage social inédit.

Que peuvent désirer ces derniers comme les membres de la bourgeoisie québécoise sinon des conditions propices à leur assurer mutuellement des rendements élevés sur les capitaux qu'ils détiennent. Ces conditions, ne sont-elles pas celles que

l'on entend de plus en plus fréquemment, à savoir la valorisation du capital, la neutralisation des forces syndicales, la privatisation et la décentralisation des pouvoirs?

N'est-ce pas un peu ce qui se déroule devant nous. Plus que jamais au Québec, le capital est devenu un objet sacré. Même *Le Devoir* y consacre la moitié de ses pages. Parallèlement, le mouvement ouvrier, valorisé au moment où il concentrait ses énergies dans la fonction publique pour faire payer la bourgeoisie "anglophone" et "étrangère", est décrié et pris à partie. Il est même devenu, chez certains ténors locaux du nouveau libéralisme, la cause même des problèmes de la société québécoise. D'ailleurs, pour ces derniers, la correction de ces problèmes passerait par

(Suite à la page suivante)

VOTRE PAGE

Le Soleil publie avec plaisir les opinions de ses lecteurs et de ses lectrices. Les lettres doivent être signées et accompagnées des nom, adresse complète et numéro de téléphone de leurs auteurs(e)s. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et d'abréger les lettres. Priorité sera donnée aux lettres courtes. Adresser à Votre page, LE SOLEIL, 390, rue St-Vallier est, Québec G1K 7J6. Téléphone: 647-3388

LE VIRAGE DU PQ

Le PQ est devenu un parti électoraliste

Le débat radiophonique entre Camille Laurin et Pierre-Marc Johnson m'a donné l'occasion de comprendre ce qui sépare les deux thèses en présence. Les révisionnistes ont décidé de ne plus parler de souveraineté, à court et à moyen terme, parce que la population n'en veut pas et qu'il faut prendre acte de ses préoccupations afin de ne pas être un parti politique décroché de la réalité.

Les orthodoxes, malgré le fait

que la majorité de la population ne soit pas favorable à cette option, veulent que le PQ continue, et cela lors des prochaines élections, à promouvoir la souveraineté en profitant de l'ouverture faite par le gouvernement Mulroney pour régler les problèmes urgents du Québec: emploi, recherche scientifique, rentes, etc. On ne peut dire que les orthodoxes soient décrochés de la réalité parce qu'ils veulent faire avancer le

Québec! D'autant plus qu'ils font preuve de réalisme en ne mettant pas la souveraineté comme enjeu lors du prochain scrutin; ce qui m'apparaît tout à fait pragmatique et surtout logique avec le programme du PQ depuis sa fondation.

Si l'équipe gouvernementale actuelle veut à tout prix s'aligner sur les désirs de la population, alors pourquoi ne se présente-t-elle pas sous l'étiquette libérale qui, on l'a vu dans les derniers sondages, est plus populaire que le PQ. Ou mieux encore, pourquoi les candidats favorables à ce nouveau virage fédéraliste, ne ressusciteraient-ils pas l'Union nationale qui n'attend qu'un véritable chef?

Depuis quand un parti politique doit-il s'aligner sur les désirs de la population pour être démocrate et à son écoute? Lorsque le PQ fut créé en 1969 par les Lévesque, Laurin, Parizeau, etc., la population n'était pas plus favorable que maintenant. Pourtant, ils ont cru et nous ont fait croire que c'était la meilleure

solution pour le Québec et ils ont créé ce grand parti qui a rassemblé jusqu'à 300.000 membres et qui a recueilli 40 pour 100 du vote populaire lors du référendum. J'ai toujours pensé qu'un parti politique élabore son programme et le propose à la population qui l'accepte ou le rejette lors des élections; mais il n'est pas là pour s'aligner en-

tièrement sur les vœux de la population car à ce moment-là, tous les partis politiques se ressembleraient. Et ils rateraient leur vocation d'agent de changement de la société.

Le PQ est devenu un parti politique électoraliste comme tous les autres partis avant lui. Entre des orthodoxes "pressés" de faire accéder le peuple du

Québec à sa souveraineté et des révisionnistes "pressés" de conserver le pouvoir à tout prix, mon choix est fait. J'invite les délégués au congrès du 19 janvier à réfléchir en ce sens.

Nicole Roy
militante de la
région de Québec

La Coalition de l'avenir

Le débat sur l'avenir politique du Québec ne peut se confiner aux instances du PQ car la question nationale ne doit pas être la propriété d'un seul parti. Nous avons notre mot à dire. Nous voulons reprendre la parole et continuer le combat. Nous savons que rien n'effraie plus les adversaires de l'indépendance que la continuité du combat.

Si l'action partisane est une condition nécessaire du combat indépendantiste, elle ne saurait être une condition suffisante. Il faut multiplier les lieux de parole et rassembler ceux et celles qui, au-delà de leurs différences, reconnaissent la nécessité historique de l'indépendance. Créer dix, vingt, cent forums où s'exprimer la volonté de changement tel est l'objectif prioritaire de la Coalition pour l'indépendance du Québec. A ces interventions publiques, s'ajouteront des groupes de réflexion qui actualiseront la problématique nationale et ajusteront l'action indépendantiste aux réalités de notre temps afin de réactiver la conscience nationale.

L'indépendance d'un peuple est un objectif noble et exaltant. C'est la condition indispensable qui permet à une collectivité d'orienter son devenir, de débattre et de choisir un projet de société qui réponde aux besoins et aux aspirations de la majorité. Pour vouloir l'indépendance, il n'est

toutefois pas nécessaire de s'entendre au préalable sur la nature du projet de société car quel que soit le contenu du projet de société que nous préconisons, l'indépendance est le moyen de le réaliser. De plus, après l'indépendance, la question du projet de société sera toujours une question ouverte car nous voulons fonder une société démocratique. Par l'indépendance, nous voulons précisément nous inscrire dans la cynétiqne de la réalité moderne. (...)

Nous revendiquons l'indépendance parce que nous voulons instaurer une société différente qui libère l'individu des horizons étroits de la logique marchande, de l'indifférence aux autres et du sentiment d'impuissance. L'indépendance s'inscrit dans le courant universel des droits de l'homme, du dialogue des cultures, de la lutte des différences contre les hégémonies uniformisantes. (...)

La Coalition se veut un lieu d'échanges et de dialogue ouvert à toutes les tendances du mouvement indépendantiste. Nous faisons appel à ceux et celles qui croient que le pluralisme social ne doit pas faire obstacle à notre émancipation collective.

Denis Monière,
La Coalition pour
l'indépendance
du Québec



Le Parti québécois a opté pour une voie que nombre de militants sont loin d'accepter.

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

L'indépendance vit toujours

l'indépendance.

Les indépendantistes ne peuvent que se réjouir de la création de la Coalition pour l'indépendance du Québec. Les hommes et les femmes qui y adhèrent manifestent leur détermination à continuer le combat. Désormais, les indépendantistes auront un forum où librement se fera une réflexion qui tentera de sensibiliser nos compatriotes à la nécessité pour notre peuple d'avoir un

pays bien à lui, un pays qui lui ressemble. Des adhésions à ce regroupement venant de tous les milieux, affirment avec éloquence que les indépendantistes sont toujours là.

En somme, le débat actuel aura permis la mobilisation de personnes convaincues et prêtes à reprendre le bâton du pèlerin.

Maintenant que l'idéal indépendantiste est devenu une idée qui dérange, je suis persuadé aussi que la jeunesse de chez nous s'intéressera à ce projet. L'indépendance nous permettra de décider nous-mêmes des solutions à apporter aux problèmes que nous connaissons, notamment sur le plan économique. Les jeunes, les sans-travail, savent pertinemment que la charité ne peut rien régler de façon permanente. Le fédéralisme, comme l'assurance-chômage ou l'aide sociale, ne peut être qu'une solution transitoire qui doit déboucher sur un appel au sens des responsabilités.

Les jeunes, les sans-travail, tout comme les femmes, les pacifistes, les écologistes, avec les indépendantistes, répondront oui à l'appel du pays.

Oui, nous voulons nous assumer pleinement et librement sans contrainte. Le peuple lui aussi, saura répondre dans le même sens quand lui sera proposé un véritable changement radical des règles du jeu: l'indépendance. Vive le Québec libre.

Gilles Rhéaume, président
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
et du Mouvement national
des Québécois

ARMÉE DE MARIE

La fondatrice peu connue

(Lettre adressée à Madame Marie-Paule Giguère, fondatrice de l'Armée de Marie).

L'année 1985 est sans doute une année jubilaire pour l'Armée de Marie. En effet, le 31 mai 1985 marquera le 10^e anniversaire de votre couronnement comme "Dame de tous les peuples" dans les jardins du Vatican.

Je crois, Madame, qu'après dix ans de règne, il serait normal que vous paraissiez à la télévision pour une entrevue. Nous aimerions que vous disiez qui vous êtes vraiment...

Oui, Madame, qui êtes-vous? Qui cherchez-vous à détruire?

Pourquoi cette rage contre l'Eglise et ses représentants? Quelle est au juste votre mission?

Que signifie cette déclaration: "Introduis Marie comme Dame de tous les peuples en ton pays". C'est de là que partira la "Grande action mondiale". Je comprends, dites-vous, la grande action commencera à Québec. 54=1975... Tout est vraiment énigmatique chez vous. On croirait lire: "Enigme sacrée".

Pour vous présenter à la télévision, n'oubliez pas de revêtir vos ornements royaux: votre robe blanche, votre ceinturon bleu, votre camail, votre long voile de 24 pieds et surtout votre couronne surmontée d'une étoile. Les spectateurs aimeront vous voir ainsi revêtue.

Vous n'avez rien à craindre, madame Giguère, puis-

que votre oeuvre est divine et que les pages de "Vie d'Amour" sont dictées par le Seigneur.

Venez nous dire qui est vraiment "la Dame de tous les peuples", cette nouvelle Vierge réincarnée que vous prétendez être. Attention, je pourrai vérifier vos réponses dans le petit traité que je possède et dont je vous ai parlé dans mes lettres: "Hartur".

En terminant, laissez-moi vous dire que si Dieu, dans son plan d'amour, permettrait la réincarnation, ce n'est certes pas dans une exaltée comme vous qu'il choisirait de réincarner sa Mère...!

Colette Villeneuve
La Durantaye

ÇA ET LÀ

Des éléments fiscaux

Le livre blanc sur la fiscalité comporte des éléments évidents dont chacun des citoyens devrait tenir compte en l'analysant. Parmi eux:

1— Tout le monde déteste payer des impôts, surtout les riches.

2— Tout le monde s'arrange pour en payer le moins possible. Pour ce faire, les pauvres n'ont aucune chance, sinon la fraude. Tandis que les riches ont toutes les chances, offertes légalement par l'Etat sous forme d'ex-

xemptions et d'abris fiscaux. Par exemple, la grosse Cadillac du docteur est payée à moitié par une déduction fiscale, alors que la petite Mini de l'infirmière est payée entièrement par l'infirmière.

3— Pour déterminer qui paie effectivement de l'impôt, et qui devrait en payer plus, il est frauduleux de comparer les taux et les montants théoriques d'imposition. Il faut plutôt comparer ce que l'Etat récupère effectivement chez les con-

tribuables à bas revenu et à haut revenu. Les millions de contribuables, qui parviennent bien péniblement à gagner ensemble le dernier cinquième du revenu national imposable, paient au total beaucoup plus d'impôt que les quelques milliers de pachas qui accaparent à eux seuls le premier cinquième de notre revenu national. Belle injustice tout à fait légale, bénite par notre Etat.

4— Cette injustice n'est pas nouvelle sous le soleil. De tout temps, les riches, qui contrôlent l'Etat, se sont toujours arrangés pour faire payer les pauvres au maximum, et pour payer eux-mêmes le minimum, si possible rien du tout. N'importe quel chrétien fait de même en toute bonne conscience, c'est la récompense de ses mérites. Et les riches ne peuvent se passer de l'argent des pauvres pour devenir et rester riches. En leur nom, l'Etat pompe des milliards chez les pauvres pour engraisser les marchands de canons déjà gras dur, et pour subventionner des empires financiers comme Dome, CP, Massey-Ferguson et compères.

5— Pour les riches, il existe une autre façon, aussi vieille qu'eux, de plumer les pauvres. C'est de les réduire à la famine, pour les forcer à ramper et à les servir en règne, les riches ont encore plus besoin du travail des pauvres que de leurs impôts. Aujourd'hui, le Conseil du patronat et la Chambre de commerce applaudissent le gouvernement Lévesque qui leur promet des assistés sociaux à moins que le salaire minimal. Quelle aubaine! Ce n'est pas une "vente de blanc", c'est un soldé de nègres. Tout travailleur qui a un brin de cervelle dans le coco, en premier lieu celui qui se croit à l'abri derrière sa belle convention collective, devrait savoir ce qui lui pend au bout du nez quand ces messieurs du patronat se flattent la bedaine et se poulrèchent les babines. "Demain ce sera ton tour, chum, de prendre ton trou; on préfère de beaucoup le cheap labor".

Jocelyne Henry
Sainte-Foy

On devrait pouvoir choisir son médecin

Qu'est-ce qui se passe avec le citoyen qui ne peut choisir le professionnel de son choix? Pourquoi les accidentés ne peuvent bénéficier de soins chiropratiques au même titre que les autres professionnels de la santé? C'est un vrai désastre pour celui ou celle qui ne peut retourner au travail qu'après plusieurs mois, lors de blessures, alors que les soins chiropratiques seraient doublement plus efficaces pour une bonne majorité d'entre eux et qu'ils coûteraient moins chers en assurance salaire.

La santé ne signifie plus ce qu'elle a déjà été, ce dossier est vraiment trop lourd pour certains! Pourquoi ne peut-on pas bénéficier de soins chiropratiques alors qu'ils sont acceptés dans sept autres provinces canadiennes? Nous sommes conscients de la discrimination vis-à-vis les Québécois; sommes-nous donc si différents des autres? Qu'est-ce que le gouvernement veut nous faire croire lorsqu'il parle de la santé?

Jocelyne Henry
Sainte-Foy

Merci Télé-Médic...

Je veux, par l'entremise de Votre Page, souhaiter longue vie à Télé-Médic.

Je désire remercier publiquement l'organisme "Télé-Médic" pour les soins dont j'ai bénéficié le jour de Noël 1984, et tout particulièrement le docteur Mario Dignard pour sa compé-

tence et sa conscience professionnelle. Un grand merci aussi à la réceptionniste pour ses appels me rassurant sur l'arrivée du médecin. Je suis profondément émue par leurs services courtois et humanitaires.

Monique Thibault
Québec

Et hôpital Laval

"Je te donne mon coeur!" A lire cette phrase on croirait à une histoire d'amour! C'est presque ça... voudrais dire un gros merci à mes médecins, les docteurs Jean Dumesnil et Pierre Lévesque, sans oublier l'excellente équipe qui les entoure à l'Institut de cardiologie de l'hôpital Laval.

Je souffrais d'angine et ces gens d'une habileté exceptionnelle ont remis mon coeur à neuf grâce à la dilatation. Continuez votre bon travail, on a tellement besoin de vous.

Léonce Grondines
Charlesbourg

Claude Dubé
Québec

...la bourgeoisie!

(Suite de la page précédente)

la dissolution des institutions issues de la Révolution tranquille, principalement celles où se retrouvent les travailleurs et travailleuses syndiqués(e)s.

Dès lors, dans un tel contexte idéologique, tout projet de décentralisation, jumelé comme c'est le cas présentement à l'évaluation du mouvement syndical de la dynamique sociale du Québec — ce que vise fondamentalement le projet du ministre Clair —, ne peut être qu'un moyen de plus visant à favoriser l'emprise sociale de la bourgeoisie québécoise et de ses alliés.

Dans l'ensemble du Québec comme dans les régions ou les localités, ces derniers contrôlent les institutions et les entreprises, possèdent aussi en commun un discours homogène et ont les moyens pour le diffuser. Mieux organisés que toutes les autres classes sociales —

nos recherches à Plessisville, Saint-Georges et Thetford-Mines en témoignent — ils se manifesteront rapidement au sein des organismes issus de la décentralisation et, comme les autres classes possèdent un faible niveau de cohésion et demeurent fortement imprégnées des pressions du milieu, se serviront de ce nouveau levier pour consolider leur propre pouvoir sur l'ensemble du Québec.

Pour ces motifs fort simples, tout projet de décentralisation, s'il ne s'accompagne pas d'une ouverture à l'organisation des travailleurs et travailleuses à la fois localement, dans les régions et à l'échelle du Québec, n'assurera qu'un renforcement de la bourgeoisie québécoise comme de ses alliés et, par eux, du capital "étranger" avec lequel ils sont invités à s'associer, encore grâce au support de l'Etat dont nous fi-

nançons tous collectivement les activités.

Pire. Si cette décentralisation se réalise telle qu'elle est conçue présentement, elle contribuera à étouffer des aspirations comme des dynamismes nouveaux qui prennent forme chez les travailleurs et travailleuses du Québec.

Un tel recul est à éviter à tout prix. Une telle usurpation, encore plus. La décentralisation doit s'effectuer avec ceux et celles qui ont le plus contribué à la centralisation. Agir autrement, c'est nier vingt ans d'histoire qui ont semé les germes d'une société différente dont le parachèvement ne saurait se faire sans choc majeur sur les bases du capital, fût-il d'ici.

• M. Bariteau est professeur agrégé au Département d'anthropologie de l'université Laval.

Pantorama INC.

HAUTS D'AUTOMNE
20% à 50%
 Jusqu'au 19 janvier:
JEANS JEANIUS à 24⁹⁹\$
 et, à partir du 21 janvier,
10\$ de RABAIS sur
JEANS JORDACHE

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat.
 Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

PLACE QUEBEC
 75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
 ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

FOURNIER

DEPUIS 1890 POUR VOS ARTICLES DE CUIR ET DE VOYAGES DE HAUTE DISTINCTION

Grande réduction de **30%** sur notre assortiment de valises de marque **FOURNIER**

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat.
 Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

PLACE QUEBEC
 75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
 ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

LE MONDE

Sharon gagne la 1re étape

◆ NEW YORK (AFP, AP, UPI) — Le jury new-yorkais chargé de se prononcer sur la plainte en diffamation du général Ariel Sharon contre l'hebdomadaire américain "Time" a permis hier au ministre israélien de remporter la première des trois décisions essentielles à sa victoire juridique.

Le jury a déterminé hier que l'article litigieux était bel et bien diffamatoire. Les jurés doivent maintenant déterminer si le magazine s'est livré à une falsification des faits et, ensuite, si la direction de l'hebdomadaire a agi avec malveillance. Si le jury répond négativement à une seule des deux questions, M. Sharon aura perdu son procès.

Selon l'article litigieux, paru le 21 février 1983, M. Sharon aurait approuvé à l'avance les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila, au Liban, perpétrés en septembre 1982 par les milices chrétiennes libanaises.

Le jury de six hommes a estimé que, "lu dans son contexte", un paragraphe clé de l'article était calomnieux car il laissait entendre que le général Sharon




Le général Sharon

avait "consciemment incité" les phalangistes à entrer dans les camps pour venger la mort du président-élu libanais Béchir Gemayel.

Le général Sharon réclame \$50 millions en dommages et intérêts. Si le jury lui accorde la victoire par le "blanchissage" requis, un "mini-procès" suivra pour déterminer le montant auquel il a droit.

LA BAIE

Atouts-beauté



Les soins capillaires SWISS d'Estée Lauder, maintenant à la Baie!

Quel que soit votre type de cheveux, les sept nouvelles options riches et très efficaces d'Estée Lauder peuvent vous aider. Venez aujourd'hui découvrir les produits SWISS à notre comptoir Estée Lauder... ou téléphonez!

la Baie

| | | |
|--|--|--|
| <p>Vos options Soins capillaires SWISS:</p> <p>Pour NETTOYER:</p> <p>Shampooing quotidien SWISS: au pH équilibré, idéal pour cheveux secs, normaux ou gras. 175 mL. 9⁰⁰ ch.</p> <p>Shampooing traitant SWISS: nettoie délicatement et en profondeur les cheveux secs, très abîmés ou traités. 175 mL. 9⁰⁰ ch.</p> | <p>Pour REVITALISER:</p> <p>Revitalisant instantané SWISS: laisse les cheveux brillants et faciles à coiffer. 175 mL. 9⁰⁰ ch.</p> <p>Revitalisant intensif SWISS: formule en crème qui donne aux cheveux un traitement fortifiant. 100 mL. 10⁰⁰ ch.</p> | <p>Pour CONTRÔLER:</p> <p>Laque naturelle SWISS: très légère qui tient les cheveux sans les rendre ni collants ni rigides. 175 mL. 9⁰⁰ ch.</p> <p>Gel fixatif SWISS: pour coiffer les cheveux, mouillés ou secs, et leur donner du corps, ampleur et brillants. Non gras et sans alcool. 100 mL. 10⁰⁰ ch.</p> <p>Mousse coiffante SWISS: Coiffe, conditionne et contrôle les cheveux sans les aplatir ni les coller. 175 mL. 10⁰⁰ ch.</p> |
|--|--|--|

Produits de beauté, rayon 240. En vigueur jusqu'au 26 janvier.

Téhéran recrute des assassins pour l'étranger

◆ LONDRES (AFP) — Le gouvernement iranien cherche à recruter et former des commandos-suicide pour mener des opérations terroristes contre les opposants iraniens vivant à l'étranger, indiquait, hier, le quotidien britannique le "Times".

Ces commandos auront pour cibles particulières les opposants résidant en Arabie Saoudite, au Koweït, dans les Emirats arabes unis, en Jordanie et en France, affirme le "Times", s'appuyant sur des documents fournis, selon le quotidien, par le Mouvement national de la résistance iranienne dirigé par l'ancien premier ministre iranien, M. Chapour Bakhtiar.

Selon le porte-parole à Londres du MNRI, l'un des principaux organisateurs du recrutement serait M. Husain Musawi, dirigeant présumé du groupe "Jihad islamique" tenu pour responsable de plusieurs attaques contre des établissements américains et français au Moyen-Orient, ajoute le "Times".

Le "Times" affirme que le projet aurait reçu l'approbation de plusieurs ministres du gouvernement iranien. La brigade spéciale chargée du recrutement et de la formation des commandos serait placée sous l'autorité directe de l'ayatollah Khomeini, ajoute le quotidien britannique.

Washington et Moscou parleront du Moyen-Orient

◆ WASHINGTON (UPI) — Les Etats-Unis et l'Union soviétique, déjà sur le point de reprendre les négociations sur le désarmement, se sont mis d'accord pour échanger "leurs points de vue" sur la situation au Moyen-Orient, a annoncé hier la Maison-Blanche.

Selon le porte-parole Robert Sims, les deux supergrands ont "accepté le principe" de tels pourparlers, tout en soulignant que "ces échanges se feront dans le cadre du dialogue diplomatique normal avec les Soviétiques".

Le gouvernement américain rappelle à ce sujet qu'il ne s'agit pas du tout d'un changement d'attitude de sa part en ce qui concerne le Moyen-Orient et qu'il s'oppose toujours à la tenue d'une conférence internationale sur les problèmes de la région, avec la participation des Soviétiques.

"C'est le genre de discussions normales que peuvent avoir deux pays qui ne sont pas d'accord, lorsqu'ils cherchent à se comprendre", a précisé M. Robert McFarlane, le conseiller du président Reagan pour les affaires de la sécurité nationale.

Aucune date n'a été fixée pour la tenue de ces discussions.

La définition de la judéité ne sera pas changée

◆ JERUSALEM (AFP) — Par 62 voix contre 51 et une abstention, la Knesseth (Parlement israélien) a repoussé une motion déposée par les partis religieux (quatre partis, 13 sièges) pour l'amendement de la loi sur la judéité dans le sens d'une plus grande orthodoxie religieuse.

L'amendement, exigé sans succès par les partis religieux depuis plus d'un quart de siècle, aurait ajouté à la définition actuelle qui considère comme juif "celui né de mère juive ou converti au judaïsme", les mots: "selon la Halakha" (canon religieux orthodoxe).

DEMANDEZ-NOUS N'IMPORTE QUOI... OU PRESQUE, À LA BAIE!

Enlignue

Composez 627-5922 La Capitale
 627-5959 Place Laurier (Région de Québec)

AVEC LA BAIE

Spécial D.O.S.

simple côté
 double densité

16⁹⁵\$/10
 (voir page D-1)

L'avenir de Chypre se joue dès aujourd'hui à New York

♦ **NATIONS-UNIES** (d'après AFP et Reuter) — L'avenir de Chypre va se jouer à partir d'aujourd'hui au siège des Nations-Unies à New York, où les dirigeants des communautés grecque et turque vont tenter d'éviter une partition permanente de l'île.

Ce sera la première fois depuis six ans que les deux dirigeants, le président Spyro Kyprianou, dont les fonctions de chef de l'Etat sont reconnues par tous les pays sauf la Turquie, et le chef de la communauté turque, M. Rauf Denktash, dont "la république chypriote turque", proclamée il y a 14 mois, n'est reconnue que par An-

kara, se retrouveront face à face, sous les auspices du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Un projet d'accord, prévoyant le retour à un gouvernement fédéral et bi-communautaire à Chypre après 20 ans de séparation entre les deux communautés (80 pour 100 de Grecs et 20 pour 100 de Turcs), a été élaboré par M. Perez de Cuellar au cours de quatre mois de négociations indirectes

avec MM. Kyprianou et Denktash.

Celles-ci ont pris fin en décembre et le secrétaire général attend maintenant des deux dirigeants qu'ils donnent leur accord formel à ce plan de règlement global, portant aussi bien sur la structure constitutionnelle qui serait adoptée que sur un redécoupage territorial des deux communautés et sur les questions de sécurité.

L'issue du sommet — qui, selon les milieux officiels de l'ONU, durera deux ou trois jours — est incertaine. "Nous avons une chance sur deux de parvenir à un accord", a estimé un responsable de l'ONU.

Cependant, selon des sources diplomatiques, M. Perez de Cuellar a indiqué mardi soir aux 15 membres du Conseil de sécurité, au cours de consultations à huis clos, que les deux parties semblaient décidées à "tourner la page" après avoir fait des "concessions considérables".

Depuis la fin des pourparlers indirects, le président Kyprianou maintient que certains points du projet d'accord doivent encore être clarifiés, tandis que M. Denktash considère qu'il a été jusqu'au bout des concessions possibles et que le plan doit être adopté tel quel.

De toute manière, un accord n'entraînera pas la réunification immédiate de Chypre, fait-on valoir dans les milieux diplomatiques.



Jeunes victimes

En attendant de pouvoir voir le médecin de service à l'hôpital américain de Beyrouth, ce Libanais tente de consoler un de ses enfants blessés lors des bombardements du week-end à Beyrouth-Ouest.

Accident meurtrier

♦ **HONOLULU, Hawaii (AFP)** — Six personnes ont été tuées et une autre a été portée disparue hier après qu'un hélicoptère des forces armées américaines eut heurté un cargo battant pavillon panaméen à 540 milles au nord de Honolulu.

L'hélicoptère, un HH-53, avait été envoyé pour secourir à bord du navire, le "Asian Beauty", un marin britannique qui souffrait d'hémorragie interne, a précisé un porte-parole des forces armées aériennes américaines. L'hélicoptère a heurté le navire, provoquant un incendie qui a pu être maîtrisé.

Un bateau des garde-côtes et un autre hélicoptère sont partis sur les lieux du sinistre. Les victimes étaient tous membres de l'équipage de l'hélicoptère.

LES SUR-FINS DE METHODE ARTISANALE:
Port Royale - Mondose de Belgique - Pralines-rosiers de Belgique

LES DELICATS: Mastranie de Suisse

LES ETONNANTS: Fridel d'Allemagne et plusieurs autres fines délicatesses bien choisies pour vous.

Place Québec - 524-4344

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estamper vos billets à nos bouliques et restaurants.

NOUS CROYONS QUE VOUS DEVRIEZ ÊTRE INFORMÉS DE CE QUE LES EXPERTS SAVENT SUR LA PRÉVENTION DES MALADIES DU COEUR.

Le mois dernier, les spécialistes de la santé de toutes les régions des États-Unis ont été réunis par le National Institute of Health et le National Heart, Lung and Blood Institute. Le but de cette rencontre? En arriver à un consensus sur le lien qui existe entre le taux de cholestérol élevé dans le sang et les maladies du coeur. Leur conclusion? Un taux de cholestérol élevé dans le sang constitue une des principales causes des maladies coronariennes; des changements adéquats au régime alimentaire réduisant le taux de cholestérol dans le sang et fournissent une protection considérable contre les maladies coronariennes. Les médecins, les scientifiques et les chercheurs ont donc fait certaines recommandations précises:

- Tous les (Nord) Américains (à l'exception des enfants de moins de deux ans) devraient être avisés d'adopter un régime qui réduit la consommation totale de gras diététique de 40% qu'elle est présentement à 30% de toutes les calories; ce régime devrait aussi réduire la consommation de gras saturés à moins de 10% de toutes les calories, il devrait limiter la consommation de gras polyinsaturés à 10% de toutes les calories*, et la consommation quotidienne de cholestérol devrait se situer de 250 à 300mg.
- *La consommation moyenne de gras polyinsaturés en Amérique du Nord est de 6%.
- Des programmes devraient être planifiés et mis sur pied le plus tôt possible pour sensibiliser les médecins, les autres professionnels de la santé et le grand public à ce que représente un taux de cholestérol élevé et à l'importance d'y remédier.
- Les personnes qui ont un taux de cholestérol comportant des risques élevés devraient être traitées de façon intensive à l'aide d'un régime; si le régime ne suffit pas, elles devraient avoir recours à des médicaments.
- Les personnes qui ont un taux de cholestérol comportant des risques moyens devraient être traitées de façon intensive à l'aide d'un régime. Une proportion minime de ces gens devraient avoir recours aux médicaments.

Les recommandations sont claires. La lutte contre les maladies du coeur commence par un régime alimentaire adéquat. Nous croyons que vous devriez savoir que la margarine Becel contient 55% de polyinsaturés et 25% de saturés, et qu'elle est non hydrogénée.



ÉCONOMISEZ SUR N'IMPORTE QUEL FORMAT 21¢

Avis au détaillant: Monarch Fine Foods Company Ltd. accepte de payer la valeur nominale de ce bon plus 9,9 cents de frais de manutention à condition qu'il vous ait été présenté à l'achat de margarine Becel. Toute autre utilisation constitue une fraude. Nous nous réservons le droit d'exiger une preuve d'achat de stocks suffisants pour couvrir les bons. L'offre est limitée à un bon par achat. Pour obtenir le remboursement, postez à: Herbert A. Watts Ltd. Case postale 2140, Toronto (Ontario) M5W 1H1. Inscrivez à l'opposé du numéro 43 sur la fiche de débit. L'offre se termine le 31 décembre 1986.

BECEL. NOUS NOUS SOUCIONS DE CE QUE VOUS MANGEZ.

TOLE GAUFREE DE QUEBEC INC.
49, MARIE-DE-L'INCARNATION QUÉBEC G1K 7Z8
TÉL.: 681-6221 - TELEX: 051-2337

MATÉRIEL - QUINCAILLERIE - TOLE

REDUCTIONS JUSQU'À 50% ET PLUS
Recherchez les étiquettes jaunes

| | | |
|--|---|---|
| <p>PEINTURE SUPER-LATEX INT. Fini satin no 564-800 Régulièrement 22,95\$</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">15.54\$ 4 litres</p> | <p>CHAPEAU POUR CHEMINEE Acier épais, fini noir, gr.: 8" x 12" Rég. 51\$</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">34\$</p> | <p>LAMPE REFLECTEUR "Westinghouse" pour l'extérieur. Choix de couleurs. 100 watts.</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">7.74\$</p> |
| <p>POELE "GODENDARD" Combustion contrôlée, pare-étincelles inclus. Toujours valide pour subvention fédérale.</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">424\$</p> | <p>POELES • FOYERS • JEUX D'OUTILS POUR FOYERS • PANIERS A BOIS • PORTES POUR FOYERS • VASTE CHOIX</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">SUPER-RABAIS</p> | <p>POUR LIQUIDER: ASSORTIMENT DE QUINCAILLERIE POUR ARMOIRES "ONWARD" Choix de finis: peintures poignées - etc.</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">RABAIS DE 50%</p> |
| <p>ACCESSOIRES POUR SALLE DE BAINS "AMEROCK" Assortiment complet.</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">RABAIS 30%</p> | <p>HOTTE DE CUISINE NU-TONE 30" Choix de modèles et couleurs.</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">RABAIS DE 40% DU PRIX SUGGÉRÉ</p> | <p>FOYER ENCASTRABLE Combustion contrôlée (6 seulement)</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">RABAIS jusqu'à 25%</p> |
| <p>CORROYEUR 4" "Rockwell" avec support. Moteur non inclus.</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">204\$</p> | <p>JEUX D'OUTILS pour foyers, fini noir. Rég. 69,95\$</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">41.88\$</p> | <p>POUR PEINTURER: ENSEMBLE PLATEAU EN METAL AVEC ROULEAU 9/2"</p> <p style="text-align: center; font-size: 24px;">SEULEMENT 3.75\$</p> |

LE MONDE

Mitterrand va en Nouvelle-Calédonie

♦ PARIS (d'après AFP) — Le président français François Mitterrand a annoncé hier qu'il se rendrait ce soir en Nouvelle-Calédonie, territoire du Pacifique-Sud soumis à l'état d'urgence depuis les émeutes qui ont secoué l'archipel à la fin de la semaine dernière. M. Mitterrand devrait passer de 24 à 48 heures en Nouvelle-Calédonie, a précisé l'Élysée.

Interviewé par quatre journalistes sur la chaîne de télévision Antenne-2, M. Mitterrand a indiqué qu'il se rendait en Nouvelle-Calédonie pour "dire ce que je crois être la raison et soutenir les efforts du haut-commissaire, M. Edgard Pisani".

M. Mitterrand a estimé que la récente flambée de violence "complique mais ne compromet pas" le plan de M. Pisani, qui prévoit un référendum d'autodétermination en juillet sur deux questions: maintien du statut actuel d'autonomie ou indépendance étroitement associée à la France. Le chef de l'Etat français n'a pas caché hier sa préférence pour cette seconde solution, étant entendu qu'elle reconnaissait le droit des Canaques à la souveraineté tout en préservant les intérêts des Caldoches (habitants d'origine européenne et métis) et ceux de la France.

Se refusant à retarder le processus référendaire, M. Mitterrand a précisé que les négociations se poursuivaient et que le moment venu, "tous auront à coeur de participer au scrutin". Le président français a, par ailleurs, écarté la possibilité que l'affaire calédonienne fasse tache d'huile dans les autres territoires ou départements d'outre-mer.

A Nouméa, hier, plusieurs centaines de manifestants anti-indépendantistes, drapeaux français au vent, se sont à nouveau rassemblés sur une place du centre de la capitale tandis que M. Pisani a repris ses consultations avec les partis politiques locaux.

Selon les autorités, la situation est toujours calme dans l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont indiqué hier qu'ils soutenaient les efforts du gouvernement français pour parvenir à une solution pacifique en Nouvelle-Calédonie.

Un porte-parole du secrétariat d'Etat, M. Alan Romberg, a souligné que le statut futur de la Nouvelle-Calédonie était un problème du ressort du gouvernement français et des habitants du territoire.



M. Mitterrand se rend aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie pour "soutenir les efforts du haut-commissaire Edgar Pisani".

Reagan veut obtenir un "bon accord"

♦ (D'après AFP et UPI) — Alors que les contacts diplomatiques pour préciser le lieu et la date des négociations américano-soviétiques sur le désarmement viennent de débiter, les deux grands expriment leur volonté de travailler à un bon accord.

Le président Ronald Reagan, qui recevait, hier, les membres de la délégation américaine à Genève, les a remerciés d'avoir réussi à ramener les Soviétiques à la table des négociations, mais, a-t-il dit, "il ne doit pas y avoir d'euphorie". "Nous voulons un accord. Mais si ce n'est pas un bon accord, si cela ne marche pas, nous ne chercherons pas à avoir un bout de papier", a ajouté M. Reagan.

M. Reagan s'est félicité de la cohésion dont ont fait preuve, à Genève, les 11 membres de la délégation américaine, mais il s'est gardé de trancher sur les divergences apparues entre eux par la suite, a-t-on révélé de source informée. Dès l'annonce de la reprise prochaine des négociations sur les euromissiles, les armements stratégiques et les armes de l'espace, les différents secteurs de l'administration représentés au sein de la délégation ont repris les querelles qui avaient marqué tout le premier mandat de M. Reagan.

Il ne faut pas s'imaginer que les négociations seront aisées, a indiqué la Maison-Blanche. M. Reagan vient d'essayer son premier échec depuis les pourparlers de Genève. Il n'a pas réussi, lundi, à convaincre le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, de commencer à déployer comme on l'avait prévu, en mars, les 48 missiles de croisière prévus par l'OTAN pour la Belgique.

A Moscou, un commentateur soviétique a, pour la première fois, rejeté l'intention des Etats-Unis d'expliquer à l'URSS le concept de la "guerre des étoiles", lors des prochaines négociations sur le désarmement. "Le problème n'est pas qu'une des parties y explique la signification et le contenu du concept de la "guerre des étoiles", mais bien la recherche sérieuse des moyens d'empêcher l'extension de la course aux armements à l'espace", écrivait un commentateur militaire de l'agence officielle Tass, Vladimir Tchernychev.

La position des Etats-Unis à ce propos est de vouloir poursuivre les recherches dans ce domaine et d'expliquer aux futurs négociateurs soviétiques l'importance de ces plans et leur caractère défensif, ce que l'URSS a jusqu'à présent rejeté fermement.

Un ex-déserteur repent accuser les USA en URSS

♦ MOSCOU (AFP) — Les Etats-Unis "offrent une prime" à la résistance afghane pour la capture de tout soldat soviétique, a affirmé hier un commentateur de l'agence officielle TASS, se référant à un entretien avec un membre de l'Armée rouge revenu en URSS après avoir fait défection.

De telles primes existaient déjà "pour chaque mosquée et chaque école dynamitée, pour chaque ressortissant afghan fidèle (au régime) assassiné, sans distinction de prix pour un vieillard, une femme ou simplement un enfant", a ajouté le journaliste soviétique.

Il a expliqué que l'administration américaine "a besoin de prétendus

témoins oculaires qui, après un traitement physique et idéologique idoine, sont prêts sous la contrainte à calomnier l'Union soviétique".

L'auteur du commentaire a précisé tenir ces indications de la bouche de Nikolai Ryjkov, un soldat de l'Armée rouge ayant quitté son unité basée en Afghanistan en juin 1983 pour gagner le Pakistan puis les Etats-Unis, avant de revenir "de son plein gré" en URSS, en décembre.

Ryjkov, dont le retour en URSS n'a jamais été annoncé par les autorités soviétiques, est le troisième déserteur d'Afghanistan qui revient dans son pays et se déclare officiellement "déçu par la vie en Occident".

Meubles à prix

Le meilleur endroit pour vous

Un pouvoir d'achat de 200 magasins BV

STATIONNEMENT GRATUIT

Procurez-vous en même temps notre carte de crédit

FOYER du MEUBLE INC

200 ST-JOSEPH (COIN CARON) 529-9648
144 ST-VALLIER OUEST 529-7180

Dack

CHAUSSURES POUR HOMMES

LA VENTE DE JANVIER SE CONTINUE

Économisez jusqu'à 50%

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estamper vos billets à nos bouliques et restaurants.

PLACE QUEBEC
75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

Spécial

simple côté double densité

16⁹⁵\$ / 10

(voir page D-1)

pony

pony

pony

pony

SOUS QUELQUE ANGLE QUE VOUS LA REGARDIEZ CE SERA TOUJOURS LE MEILLEUR ACHAT!

Prix à partir de **6 145^{\$}**

transport et préparation en sus

Modèles disponibles pour livraison immédiate.

COMMENT VOUS Y RENDRE...

pony HYUNDAI

GALERIE DE L'AUTO

Deux endroits sur le même site

60, POINTE-AUX-LIÈVRES 275, RUE LEE
648-1252 529-4561



VENTE DU MILLION

chez Prémont Fourrures!

Des prix qui vous feront chaud au coeur et qui vous aideront à combattre efficacement le froid! Notre vente-vedette de la saison commence aujourd'hui. Vous profiterez de rabais de centaines de dollars et plus!

| | | | |
|-------------------------------|---------|-------------------------------|---------|
| RAT MUSQUÉ, naturel | 1 599\$ | VISON, ranch foncé | 2 199\$ |
| RAT MUSQUÉ, teint noir | 1 599\$ | VISON, acajou | 2 799\$ |
| CASTOR, long poil | 1 799\$ | VISON, demi-buff | 2 899\$ |
| CHAT SAUVAGE, peaux allongées | 1 899\$ | VISON, ranch garni renard | 2 599\$ |
| RENARD ROUX, Mongolie | 1 999\$ | VISON CROISÉ, teint ble | 3 199\$ |
| RENARD NORVÉGIEN | 1 799\$ | VISON, saphir | 3 499\$ |
| LOUP, naturel | 1 999\$ | VISON FEMELLES, ranch foncé | 3 499\$ |
| RAT MUSQUÉ, peaux allongées | 1 999\$ | VISON FEMELLES, demi-buff | 3 799\$ |
| PHOQUE, d'Alaska | 2 399\$ | VISON, blanc insertions fitch | 4 799\$ |
| CASTOR, rasé du Québec | 2 899\$ | VISON, brun croisé | 4 799\$ |
| NUTRIA, beige et renard | 2 799\$ | VISON, blanc ombragé brun | 4 999\$ |
| CASTOR, rasé teint hûtre | 3 199\$ | VISON, noir insertions | |
| BASSARIC et VISON BLANC | 3 799\$ | vison saphir | 5 299\$ |
| RENARD, roux du Québec | 4 499\$ | LYNX, canadien | 7 299\$ |

LOT DE JAQUETTES à partir de 999\$

PALETOTS POUR HOMME à partir de 1 299\$

LES FOURRURES **Prémont** TOUTE VENTE FINALE LIVRAISON IMMÉDIATE MISE DE CÔTÉ

125, rue St-Joseph est 524-3541



Totalement rétabli

Un an après avoir été déclaré "techniquement mort" quand il avait été retiré des eaux glacées du lac Michigan, où il avait été submergé durant 20 minutes, le jeune Timmy Tontlewicz a été qualifié de "parfaitement rétabli" après des examens médicaux. Les tests effectués dans un hôpital de Chicago ont démontré que l'enfant de cinq ans et demi était hypernerveux et avait des problèmes de concentration mais ces conditions existaient avant l'accident. On voit ici le jeune Timmy quittant l'hôpital en compagnie de sa mère, mardi.

Aide militaire des Etats-Unis au Mozambique

◆ WASHINGTON (AP) — Devant l'amélioration des relations entre les deux pays, les Etats-Unis s'apprentent à fournir, pour la première fois, une aide militaire au gouvernement marxiste du Mozambique.

rempli par Cuba et l'URSS. Ces deux pays ont actuellement chacun des centaines de conseillers, militaires et autres, au travail au Mozambique.

Washington et Rome louent leur lutte à la criminalité

◆ ROME (AFP) — Les Etats-Unis souhaitent que l'Italie passe du statut d'observateur à celui de membre à part entière de la Commission franco-américano-canadienne pour la lutte contre la drogue, a annoncé, hier, le ministre italien de l'Intérieur, M. Oscar Scalfaro.

M. Scalfaro et le ministre américain de la Justice, M. William French Smith, qui ont donné une conférence de presse à l'occasion d'une réunion du comité de coopération italo-américain contre la criminalité organisée et le trafic de drogue, se sont félicités des résultats exceptionnels obtenus depuis la signature à Washington, le 3 octobre dernier, d'un accord de coopération portant sur l'échange d'informations, les opérations de police conjointes, les enquêtes sur l'argent sale et l'assistance judiciaire mutuelle.

Soulignant les avantages de la coopération internationale en la matière, le ministre italien a annoncé qu'il aurait des entretiens avec ses homologues britannique, français, belge, espagnol, grec et yougoslave.

M. Smith a estimé, de son côté, que les relations de coopération avec l'Italie dans le domaine de la lutte contre la criminalité étaient les meilleures de toutes celles que les Etats-Unis ont pu nouer avec des pays étrangers.

La rencontre italo-américaine doit se terminer aujourd'hui.

Les autorités américaines prévoient envoyer pour \$1 million d'équipement militaire dans ce pays en plus d'accorder une somme de \$150,000 pour l'entraînement des militaires. Cependant, il n'est pas question que des armes soient fournies. L'équipement qui sera expédié n'a pas été précisé mais pourrait inclure des uniformes et des systèmes de communication.

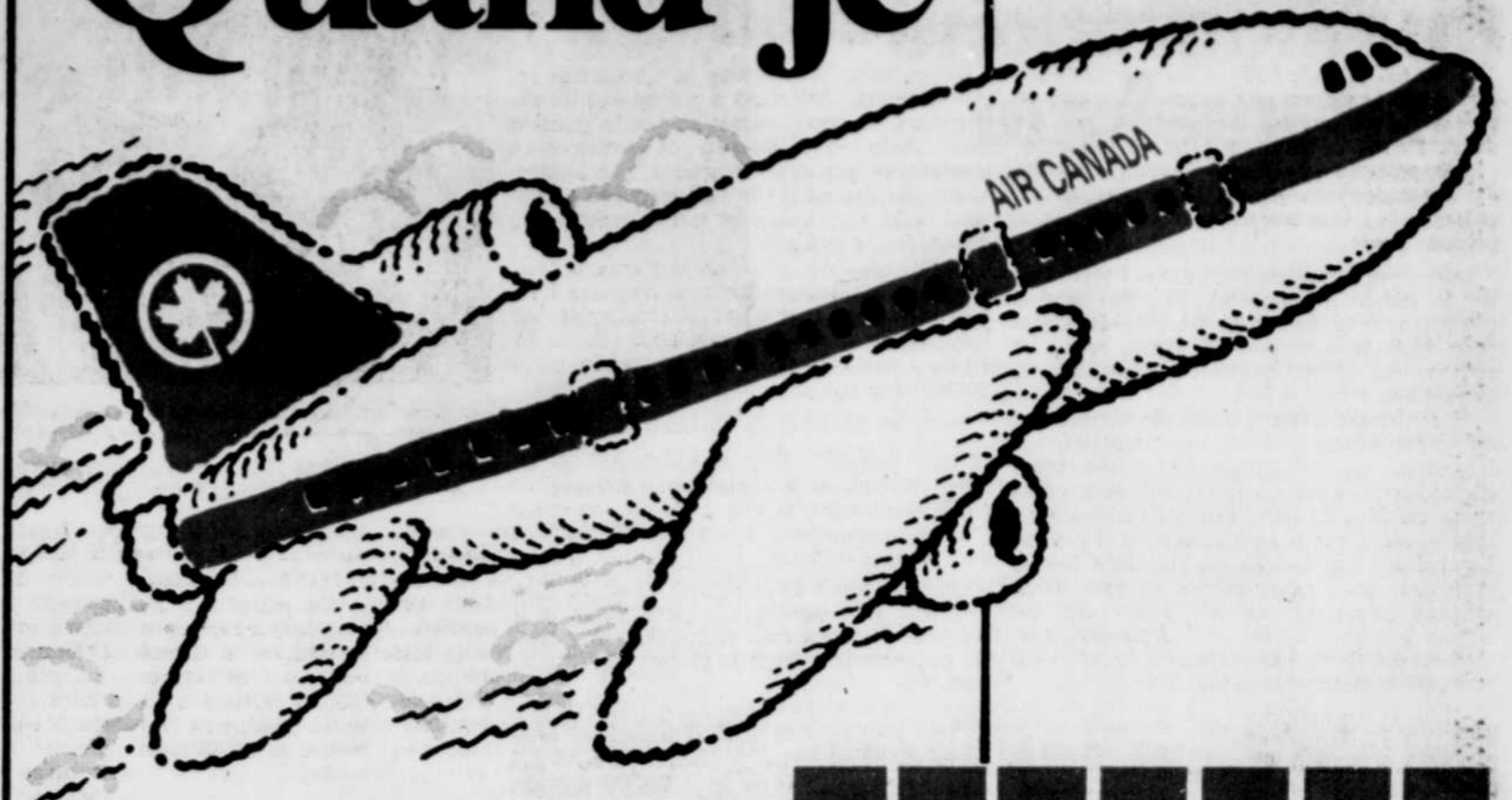
Depuis son accession à l'indépendance, il y a une décennie, le Mozambique a été un allié politique de l'URSS et de Cuba. Mais, récemment, le président du pays, Samora Machel, a opté pour des liens plus étroits avec l'Ouest.

Au cours de l'année dernière, les Etats-Unis et le Mozambique ont échangé des ambassadeurs et mis sur pied un programme d'échanges culturels. Washington a également fourni en 1984 \$22 millions en aide alimentaire au régime de Maputo, soit plus qu'à toute autre nation africaine.

L'automne dernier, le Mozambique a également adhéré à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Dans le but de revitaliser une économie mal en point, Maputo a également décidé de se tourner de plus en plus vers l'entreprise privée. Cette nouvelle tendance a été illustrée l'an dernier par la décision du président Machel de rencontrer M. David Rockefeller, l'ancien président de la banque Chase Manhattan.

Les Etats-Unis, malgré la tournure des événements, ne prévoient pas, toutefois, fournir des armes au Mozambique dans un avenir prévisible, ce rôle continuant d'être

Quand je



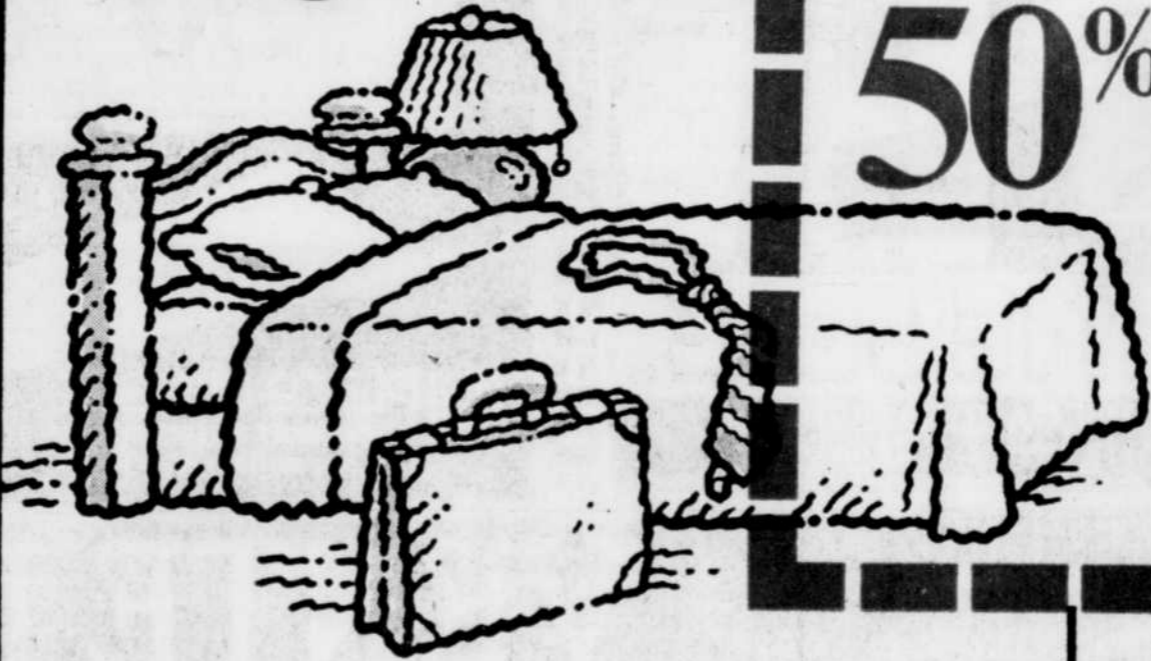
je



33% de réduction

Quand je présente chez Tilden mon billet de Première classe ou de classe Economique plein tarif (ou ma carte d'embarquement), je bénéficie d'une réduction de 33 1/3% sur l'autolocation à la journée ou à la semaine.

et je



50% de réduction

Et je peux présenter mon contrat de location Tilden dans les plus grands hôtels du Canada et bénéficier d'une chambre à moitié prix.

J'économise avec mon Prêt-à-partir

Mon Prêt-à-partir en Première classe ou en classe Economique plein tarif pour une destination canadienne me permet d'obtenir ma voiture de location Tilden avec 33 1/3% de réduction et ma chambre d'hôtel avec 50% de réduction. Dans les plus grands hôtels du Canada.

Réservez vous aussi votre Prêt-à-partir chez votre agent de voyages ou à un comptoir d'Air Canada. Et profitez de cette offre exceptionnelle, valide jusqu'au 30 avril 1985. Mentionnez le DRF 720.

Inscrivez-vous à l'Aéropian, le programme d'Air Canada pour les grands voyageurs. Et faites valoir chaque vol pour vous mériter des primes-voyages.

AIR CANADA

Prêt-à-partir est une marque de commerce d'Air Canada. Détenteur d'un permis du Québec.

INDOR INC.

SUPER VENTE 70% JUSQU'A DE RABAIS 529-7803

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat. Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

PLACE QUEBEC 75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

Le bilan s'alourdit

De nouvelles manifestations en Jamaïque

◆ JAMAÏQUE (d'après AFP, AP, UPI et Reuter) — De nouvelles barricades ont été érigées hier à Kingston, capitale de la Jamaïque, par des centaines de manifestants qui, comme la veille, entendaient protester contre la hausse de 20 à 30 pour 100 du prix des produits pétroliers. Six personnes au moins ont été blessées lorsque la police a dispersé les manifestants à coups de gaz lacrymogènes.

Au cours des heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre, mardi, quatre personnes avaient été tuées et une dizaine d'autres blessées. Le bilan officiel faisant état de six morts a été démenti hier soir de source officielle.

Six mille soldats et policiers, certains armés de fusils M-16, ont poursuivi hier, à Kingston et en province, leurs travaux de déblocage des barricades qui bloquaient la circulation des grands

axes routiers. Cependant, une fois dégagées, les barricades ont été à nouveau érigées par les manifestants à l'aide de pièces de moteurs de voitures ou de vieux pneumatiques, immobilisant totalement la circulation dans la capitale.

Le chef de la police, M. Hernam Ricketts, a averti que les forces de sécurité prendraient des mesures sévères si les incidents se poursuivaient.

M. Edward Seaga, premier ministre (conservateur) au pouvoir depuis 1980, a déclaré mardi soir à la radio que les augmentations des produits pétroliers avaient été rendues inévitables par la dévaluation de 280 pour 100 de la monnaie jamaïcaine au cours de l'année dernière. M. Seaga a accusé les manifestants d'avoir des visées politiques particulières et a affirmé qu'il ne permettrait pas que l'économie de l'île soit victime de sabotage.



Les barricades de Kingston ne semblent pas impressionner outre mesure ce passant.

De son côté, M. Michael Manley, ancien premier ministre socialiste, (1972-1980), a affirmé que le gouvernement ne devrait pas être surpris par l'hostilité de la population aux augmentations des prix. Le chef du principal parti de l'opposition, le People National Party (PNP), a demandé aux manifestants de conserver leur calme et de ne pas agir en violation de la loi.

Pour sa part, le Parti marxiste des ouvriers de Jamaïque (communiste) a expressément pris la défense des

manifestants et a demandé à ses partisans d'aider les mécontents à monter des barricades.

Pour la deuxième journée consécutive, les écoles et les commerces de Kingston sont demeurés fermés hier. En revanche, la vie a doucement repris son cours dans la soirée dans la cité balnéaire de Montego Bay, sur la côte nord.

Les pires actes de violence qu'ait connus la Jamaïque avaient fait quelque 700 morts pendant la campagne électorale de 1980.

Attentat au Pendjab: prêtres sikhs blessés

◆ NEW DELHI (d'après AFP et UPI) — L'un des cinq grands prêtres sikhs du Temple d'or d'Amritsar, Jathedar Kirpal Singh, et deux autres responsables sikhs ont été blessés par balles hier par trois extrémistes sikhs, près de la ville industrielle de Ludhiana au Pendjab (nord-ouest de l'Inde), a annoncé la police.

Le commando, qui circulait à moto, a tiré environ six coups de feu, alors que les trois hommes, de retour en voiture d'une cérémonie religieuse dans la localité de Madiani, avaient fait halte. Le grand prêtre a été touché au front et à la cuisse, et hospitalisé à Ludhiana, mais ses jours ne seraient pas en danger. Les deux autres prêtres, Harnas Singh et Gurdev Singh, ont été sérieusement blessés.

Plusieurs hauts dignitaires religieux de la communauté sikh ont condamné "l'attentat lâche" contre M. Kirpal Singh. A New Delhi, le premier ministre Rajiv Gandhi, qui a dépêché un de ses collaborateurs à Ludhiana, a déclaré que cet acte "méritait la condamnation la plus sévère. Le recours à la violence ne devrait pas avoir sa place dans une société démocratique et libre", a-t-il ajouté.

M. Kirpal Singh est le prêtre le

plus éminent de l'Akalt Takht, organe religieux suprême du Temple d'or, et a pris position contre toute forme de violence terroriste.

Cet attentat est le premier contre un haut religieux sikh depuis l'assaut donné en juin par l'armée au Temple d'or, où étaient retranchés les extrémistes sikhs, et qui avait fait plus de 650 morts, dont leur leader Singh Bhindranwale.

Pour venger la mort de ce dernier, deux Sikhs devaient assassiner la première ministre Indira Gandhi le 31 octobre suivant et ce meurtre devait, lui aussi, être suivi d'une vague de violence antisikh qui fit plus de 1,500 morts à travers le pays.

Depuis, les grands prêtres, en l'absence des leaders politiques sikhs, pour la plupart arrêtés, ont joué un rôle accru de médiation dans les querelles entre lieutenants de l'Akali Dal, le parti qui lutte pour une plus grande autonomie politique et religieuse de la communauté sikh du Pendjab (15 millions de personnes).

L'attentat survint aussi alors que le nouveau premier ministre cherche à ouvrir le dialogue avec les leaders sikhs pour tenter de désamorcer la dangereuse situation au Pendjab.

Simard & Voyer

SOLDE

JUSQU'À **75%**
SUR MODÈLES ASSORTIS

Une heure de stationnement gratuit avec tout achat.
Faites estampiller vos billets à nos boutiques et restaurants.

PLACE QUÉBEC
75 BOUTIQUES & RESTAURANTS
ANGLE BOUL. DUFFERIN / RUE ST-JOACHIM

Dessous Daisyfresh à prix spéciaux Eaton!

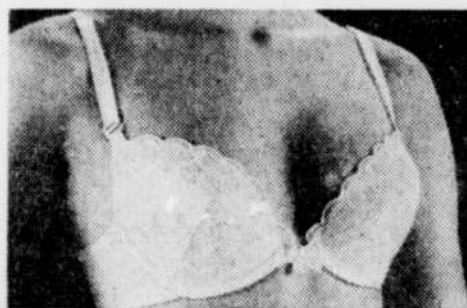
Soutien-gorge

Prix Eaton **8⁹⁹** ch.

Culottes

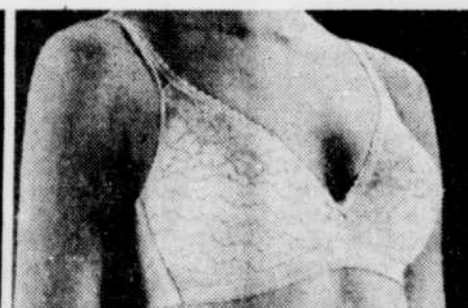
Prix Eaton **3 pour 8⁹⁹**

Les soutiens-gorge sont offerts en bonnets A, B, C et D 32 à 38.



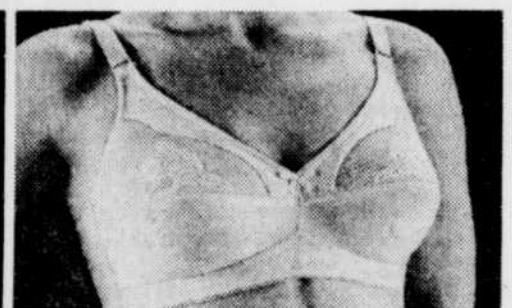
1. Modèle no 2949. Soutien pigeonnant Daisyfresh. Bonnets en dentelle de nylon à motif floral, à armature. Dos et côtés en nylon et spandex. Blanc ou beige.

Prix Eaton **8⁹⁹** ch.



2. Modèle no 2752. Soutien Daisyfresh à bonnets de dentelle de polyester. Dos et côtés en nylon et spandex. Blanc ou beige.

Prix Eaton **8⁹⁹** ch.



3. Modèle no 2790. Soutien Daisyfresh sans coutures. Bonnets en nylon; dos et côtés en nylon et spandex. Blanc ou beige.

Prix Eaton **8⁹⁹** ch.



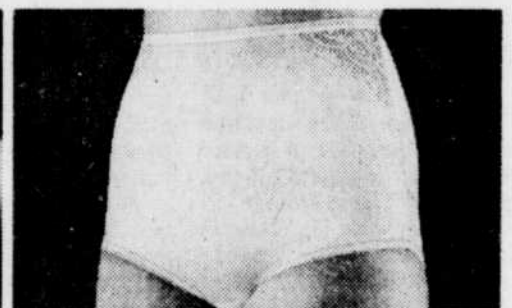
4. Modèle no 2932. Soutien Daisyfresh à armature. Bonnets en polyester; dos et côtés en nylon et spandex. Blanc ou beige.

Prix Eaton **8⁹⁹** ch.



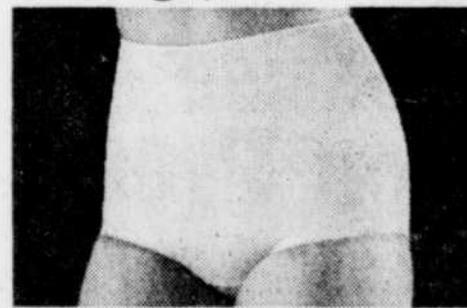
5. Modèle no 2972. Soutien Daisyfresh sans coutures. Bonnets en polyester; dos et côtés en nylon et spandex. Beige seulement.

Prix Eaton **8⁹⁹** ch.



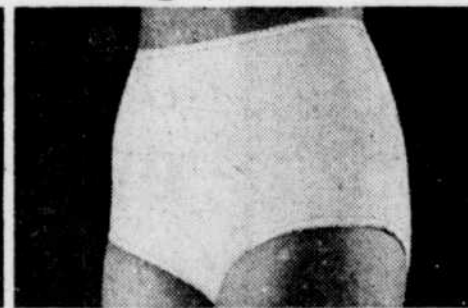
6. Modèle no 6711. Culotte Daisyfresh. Nylon et spandex à bordure élastique. Rose seulement. Tailles: petite, moyenne ou grande.

Prix Eaton **3 pour 8⁹⁹**



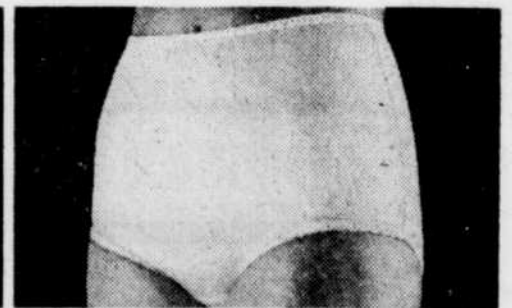
7. Modèle no 6975. Culotte Daisyfresh. Nylon et spandex côtelé. Blanc ou beige. Tailles: petite, moyenne, grande.

Prix Eaton **3 pour 8⁹⁹**



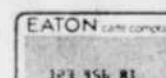
8. Modèle no S1984. Culotte Daisyfresh. Coton et spandex à bordure élastique. Blanc ou crème. Tailles: moyenne, grande, forte, très forte.

Prix Eaton **3 pour 8⁹⁹**



9. Modèle no 6782. Culotte Daisyfresh. Nylon à bordure en dentelle extensible. Coloris variés. Tailles: petite, moyenne, grande.

Prix Eaton **3 pour 8⁹⁹**



Credit accepte avec la carte Eaton.



Les cartes American Express et Visa sont aussi acceptées pour les achats en personne.

vente JOURNÉES RECORD EATON

SAINTÉ-FOY
Place Ste-Foy
653-9331

QUÉBEC
Galeries de la Capitale
627-5811

LÉVIS
Galeries Chagnon
333-7744

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

SOLDE DE JANVIER CHEZ BIRKS

Nous avons encore cette année des aubaines qui vont jusqu'à

50%

Notre sélection de montres pour hommes et dames, bijoux en or: bagues pour dames, breloques, boucles d'oreilles, pendentifs, bijoux mode et différents articles dans nos autres rayons.

BIRKS
JOAILLIERS

L'incertitude du programme économique du président brésilien inquiète les financiers

◆ (D'après AFP et UPI) — L'Amérique s'est réjouie hier du retour de la démocratie au Brésil, mais les milieux financiers américains et internationaux ont laissé apparaître une pointe d'inquiétude devant l'incertitude du programme économique du président-élu Tancredo Neves.

En effet, dans son discours de mardi, M. Neves a simplement évoqué la question de l'inflation (224

pour 100 en 1984), problème numéro un des Brésiliens qui s'opposent à tout plan d'austérité comme celui qui leur a été imposé en 1983 pour satisfaire les exigences du Fonds monétaire international.

La revanche, le nouveau président n'a évoqué à aucun moment le problème de la dette extérieure (plus de 100 milliards de dollars) par simple souci de prudence, le gouvernement négociant actuellement

le rééchelonnement pluriannuel de sa dette avec ses principaux créanciers.

L'objectif de M. Neves est de promouvoir une reprise économique tout en jugulant l'inflation pour lutter contre le chômage et résorber les énormes poches de pauvreté du pays. Un défi gigantesque pour le nouveau président qui a fait part de ses objectifs sans préciser les méthodes qu'il entendait utiliser.

Il a dit miser sur une sorte de contrat de solidarité populaire pour la réalisation de travaux non rémunérés. Les principaux syndicats ont dit y souscrire "à la condition qu'il n'entraîne pas de nouveaux sacrifices pour les travailleurs".

A Washington, tout en faisant confiance au "pragmatisme" de M. Neves, les milieux financiers ont dit s'inquiéter de la vulnérabilité possible d'un président dé-

mocratiquement élu aux pressions politiques de certains de ses partisans qui risquent de le pousser vers le refus de paiement des dettes du pays.

Hier, le nouveau président, un conservateur modéré, a rencontré le chef de l'Etat, le général Joao Figueiredo, pour discuter de la passation des pouvoirs, le 15 mars. Les deux hommes ont eu un entretien "cordial" de 70 minutes alors que se

répandaient les rumeurs selon lesquelles un groupe d'officiers avait songé à empêcher le président-élu de prendre le pouvoir mais y avait renoncé quelques jours seulement avant son élection.

L'armée a démenti ces informations dans un communiqué publié hier soir, mais, de l'avis du candidat malheureux à la présidence, M. Paolo Maluf, la rumeur est bien fondée.

Soldats pakistanais tués au Cachemire?

◆ JAMMU, Inde (UPI, AFP) — En trois jours de combats livrés par une température de -40, les troupes indiennes ont réussi à repousser une attaque des forces pakistanaises pour le contrôle du glacier de Saichin, au Cachemire.

Le lieutenant général indien M.L. Chibber, commandant des forces du nord, a indiqué que des commandos pakistanais avaient déclenché l'attaque durant la première semaine de janvier. Selon le général, six militaires pakistanais ont été tués et plus d'une douzaine blessés. Il n'a pas mentionné les pertes subies par les forces indiennes.



SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

appel d'offres

Les soumissions pour les appels d'offres mentionnés ci-dessous seront reçues et ouvertes par la Société des alcools du Québec au plus tard à l'heure et la date spécifiées, tel que stipulé au document d'appel d'offres.

PROJET:
INJECTEUR POUR SYSTÈME CENTRAL DE LAVAGE (MÉCANIQUE & ÉLECTRICITÉ)
DOSSIER: SP-580

Jeudi le 7 février 1985 à 11:00 heures (heure locale).

Le soumissionnaire devra avoir sa principale place d'affaires au Québec.

Cautionnement de soumission de 10%.

PROJET:
BARRIÈRES DE SÉCURITÉ
DOSSIER: SP-581

Mercredi le 6 février 1985 à 11:00 heures (heure locale).

Le soumissionnaire devra avoir sa principale place d'affaires au Québec.

Cautionnement de soumission de 10%.

PROJET:
TRAVAUX DE RÉNOVATION AU CENTRE DE DISTRIBUTION DE QUÉBEC
DOSSIER: SP-582

Jeudi le 7 février 1985 à 15:00 heures (heure locale).

Le soumissionnaire devra avoir sa principale place d'affaires au Québec.

Cautionnement de soumission de 10%.

Les documents complets d'appel d'offres sont disponibles du lundi au jeudi (inclusivement) de 8:30 heures à 12:30 heures et de 13:30 à 17:00 heures et le vendredi de 8:30 heures à 12:30 heures, aux adresses suivantes:

SIÈGE SOCIAL
905 Ave de Lorimier
Montréal, P.Q.
H2K 3V9

CENTRE DE DISTRIBUTION DE MONTRÉAL
2021 des Fûtailles
Montréal, P.Q.
H1N 3M7

CENTRE DE DISTRIBUTION DE QUÉBEC
2900 rue Einstein
Ste-Foy, P.Q.
G1X 3X4

Un versement remboursable de cinquante (\$50.00) dollars est requis pour obtenir un document d'appel d'offres ainsi que pour chaque exemplaire additionnel. Ce montant est payable en argent comptant ou sous forme de chèque visé tiré sur une banque à charte canadienne ou sur une caisse d'épargne ou de crédit du Québec à l'ordre de la Société des alcools du Québec. Les documents complets d'appel d'offres sont également disponibles gratuitement pour consultation sur place.

Lorsque requis, le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission comme garantie de soumission, soit un chèque visé en monnaie légale canadienne établi à l'ordre de la Société des alcools du Québec et tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse d'épargne ou de crédit du Québec pour la valeur spécifiée, soit une police de garantie équivalente, souscrite par une compagnie autorisée à se porter caution dans le Québec.

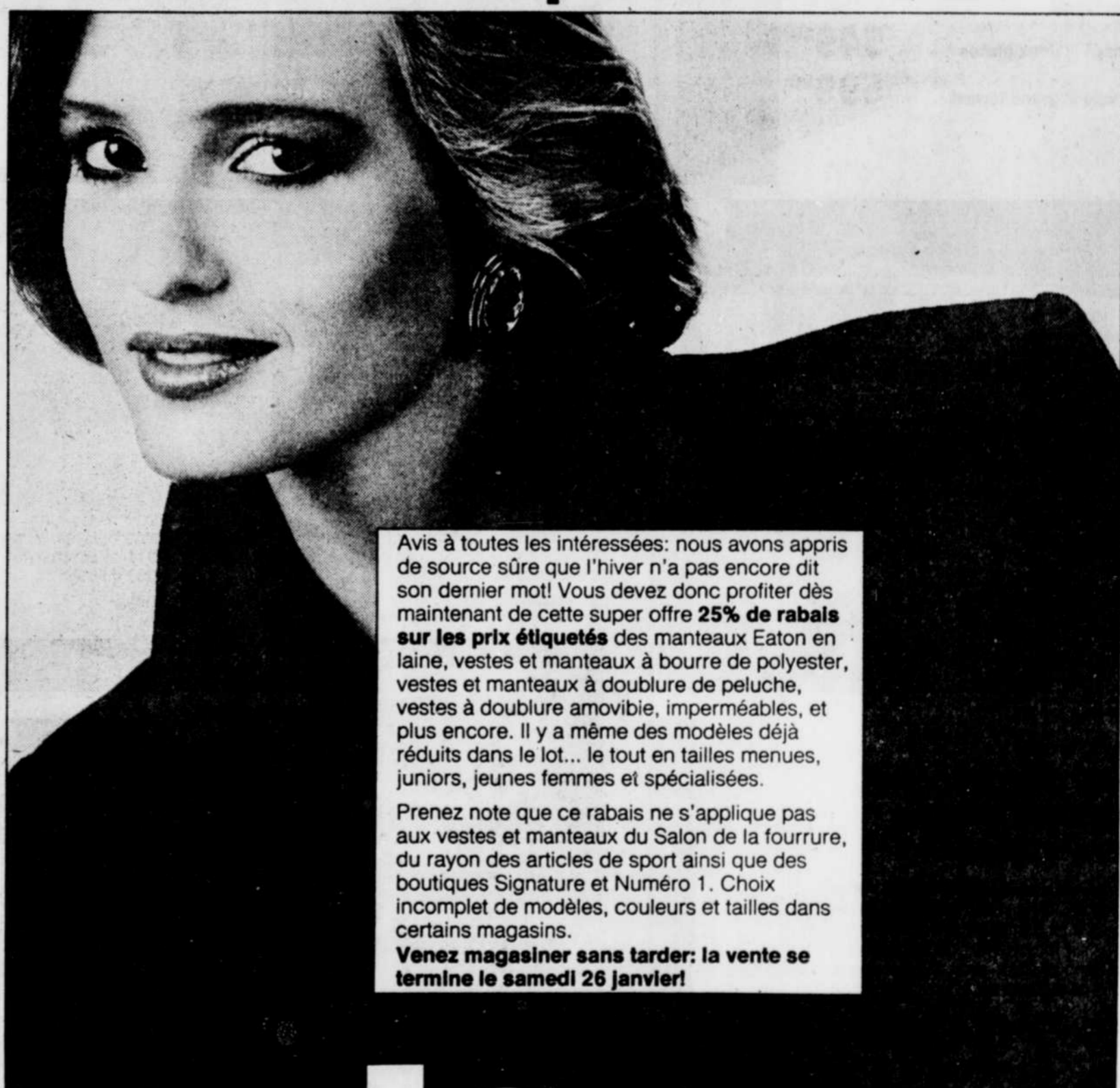
Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société des alcools du Québec sont admises à soumissionner.

La Société des alcools du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

DES JOURNÉES RECORD EATON OFFRES VEDETTES



25% de rabais sur les prix étiquetés des vestes et manteaux automne-hiver pour dames!

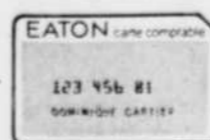


Avis à toutes les intéressées: nous avons appris de source sûre que l'hiver n'a pas encore dit son dernier mot! Vous devez donc profiter dès maintenant de cette super offre **25% de rabais sur les prix étiquetés** des manteaux Eaton en laine, vestes et manteaux à bourre de polyester, vestes et manteaux à doublure de peluche, vestes à doublure amovible, imperméables, et plus encore. Il y a même des modèles déjà réduits dans le lot... le tout en tailles menues, juniors, jeunes femmes et spécialisées.

Prenez note que ce rabais ne s'applique pas aux vestes et manteaux du Salon de la fourrure, du rayon des articles de sport ainsi que des boutiques Signature et Numéro 1. Choix incomplet de modèles, couleurs et tailles dans certains magasins.

Venez magasiner sans tarder: la vente se termine le samedi 26 janvier!

vente JOURNÉES RECORD EATON



Credit accepté avec la carte Eaton.



Les cartes American Express et Visa sont aussi acceptées pour les achats en personne.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

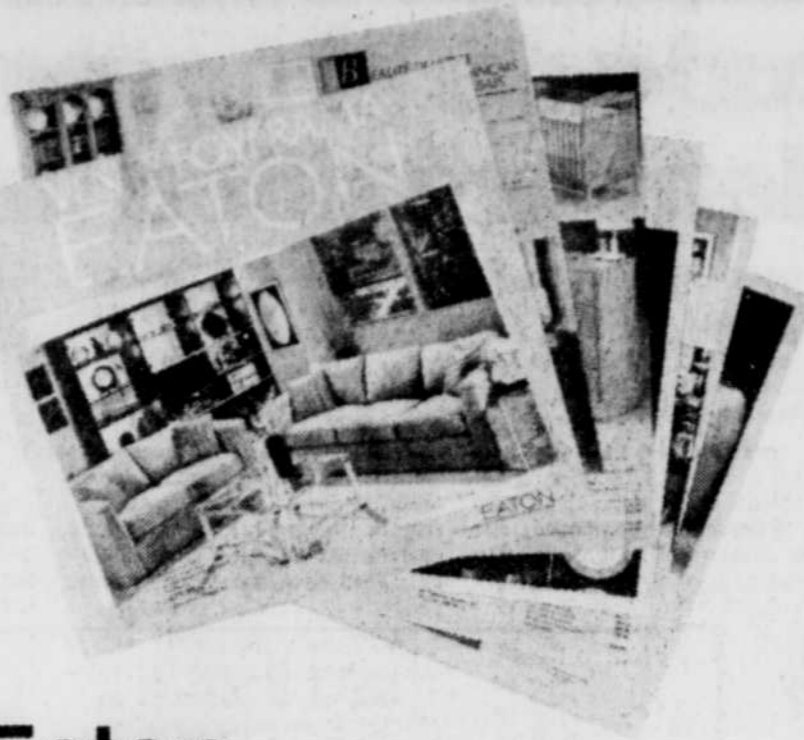
SAINTE-FOY
Place Ste-Foy
653-9331

QUÉBEC
Galeries de la Capitale
627-5811

LÉVIS
Galeries Chagnon
833-7744

VENTE FOYERAMA

EATON



**Grâce à ces bons achats Eaton...
1985 sera l'année pour redécorer votre intérieur!**

Élegant canapé Bauhaus de style Tuxedo

1. Remarquez le dossier à coussins amovibles et le style enveloppe des accoudoirs! Fabrication à ressorts **Quadra-Coil** pour votre confort. Revêtement en polypropylène et acrylique texturé en beige. Deux coussins d'appoint à rayures sont offerts avec le canapé, la causeuse et le canapé-lit.

Prix Eaton

429⁹⁹
ch.

2. Causeuse assortie.

Prix Eaton

369⁹⁹
ch.

Non représenté

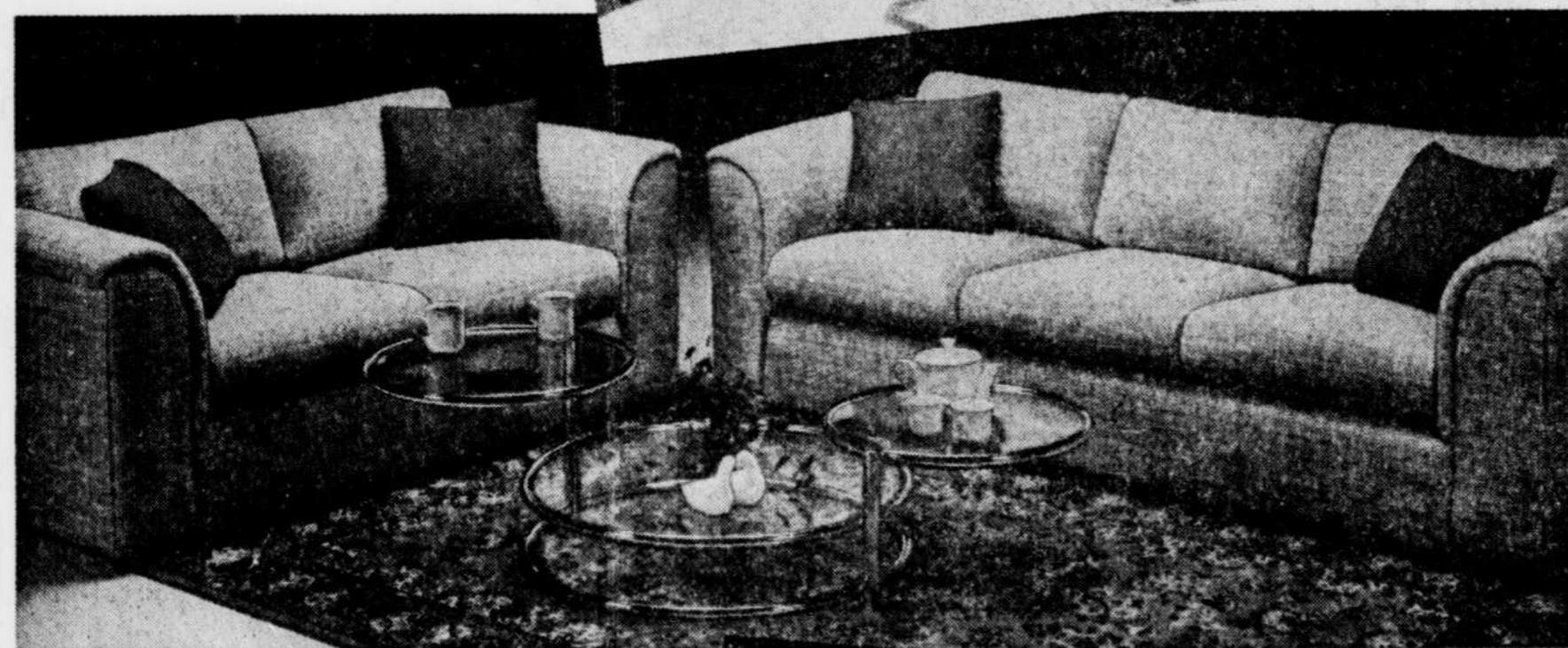
Prix Eaton, ch.

2A. Canapé-lit deux places

549⁹⁹

2B. Canapé-lit grand format

599⁹⁹



Bauhaus traite le tweed texturé à sa façon!

3. Canapé Tuxedo avec une note contemporaine, très élégant avec ses larges accoudoirs. Siège et dossier à coussins réversibles. Fabrication à ressorts **Quadra-Coil**, armature en bois franc. Le canapé et la causeuse sont offerts avec deux coussins bleus coordonnés.

Prix Eaton

449⁹⁹
ch.

4. Causeuse assortie.

Prix Eaton **399⁹⁹** ch.

4A. Non représenté.
Canapé-lit deux places.

Prix Eaton **599⁹⁹** ch.

Ah! La douceur d'un canapé en velours Sklar-Peppler!

5A. Le velours acrylique a belle allure et est si confortable! Celui-ci est à pois de ton framboise, ce qui a pour effet d'atténuer la rigueur de son style! Fabrication à ressorts ne s'affaissant pas, armature en bois franc. Canapé avec deux coussins d'appoint assortis au tissu de revêtement.

Prix Eaton

799⁹⁹
ch.

6. Causeuse assortie.

Prix Eaton **699⁹⁹** ch.

En montre à nos magasins:

Eaton Place Ste-Foy et Galeries de la Capitale
Disponible sur commande seulement Eaton Galeries Chagnon.



Crédit accepté
avec
la carte Eaton.



Les cartes American Express
et Visa sont aussi acceptées
pour les achats en personne.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

SAINTÉ-FOY
Place Ste-Foy
653-9331

QUÉBEC
Galeries de la Capitale
627-5811

LÉVIS
Galeries Chagnon
833-7744